



Atelier régional conjoint IESA APRAO

Bamako, du 12 au 16 décembre 2011

Rapport final

Sommaire

1) INTRODUCTION.....	5
2) SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS MAJEURES ET FEUILLE DE ROUTE	7
3) CÉRÉMONIE D'OUVERTURE.....	10
4) LES TRAVAUX DU PREMIER JOUR (12/12/2011) : RESULTATS DES PROJETS.	11
4.1) CADRE STRATÉGIQUE SFW	11
4.2) PROJETS DE L'IESA : PRÉSENTATION DES RESULTATS.....	12
4.3) PROJETS APRAO : PRÉSENTATION DES RESULTATS	13
4.4) CONSTATS ET RECOMMANDATIONS SUR LES TRAVAUX DU PREMIER JOUR	14
5) TRAVAUX JOUR 2 (13/12/2011) : ASPECTS TRANSVERSAUX.	16
5.1) LE SYSTÈME DE S&E ET L'ÉVALUATION PAR LES BÉNÉFICIAIRES (EB).	16
5.2) LES DÉFIS ET OPPORTUNITÉS DANS LA GESTION DE L'EAU POUR L'AGRICULTURE EN AFRIQUE DE L'OUEST.....	16
5.3) LES STRATÉGIES ET PLANS DE COMMUNICATION POUR L'IESA.....	17
5.4) INTÉGRATION DE LA DIMENSION GENRE DANS LES PROGRAMMES.....	17
5.5) CAPITALISATION DES BONNES PRATIQUES	18
5.6) ÉCHANGES ET RECOMMANDATIONS DU DEUXIÈME JOUR.....	18
6) TRAVAUX JOUR 3 (14/12/2011) : VISITE DE TERRAIN.....	20
6.1) LES UNITES D'ÉLEVAGE.....	20
6.2) LE PÉRIMÈTRE MARAÎCHER.....	21
6.3) LE BAS –FONDS AMÉNAGE ET LE PONT-BARRAGE	21
6.4) LEÇONS APPRISSES, CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS POUR LA VISITE DE SITE	22
7) TRAVAUX JOUR 4 (15/12/2011) : PROGRAMMATION 2012.	23
7.1) PROGRAMMES DE TRAVAIL 2012 IESA.....	23
7.2) LE PROGRAMME DE TRAVAIL 2012 APRAO	25
7.3) DISCUSSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	26
8) TRAVAUX JOUR 5 (16/12/2011) : QUELLE NOUVELLE VISION STRATÉGIQUE IESA ?	27
8.1) ÉLÉMENTS DE BASE DE LA NOUVELLE VISION STRATÉGIQUE IESA.	27
8.2) TRAVAUX DE GROUPES SUR LES RECOMMANDATIONS DES EB, CONTRIBUTION À LA NOUVELLE VISION.....	28
9) CÉRÉMONIE DE CLOTURE.....	30
10) ANNEXES	31
10.1) DISCOURS DE BIENVENUE DU REPRÉSENTANT DE LA FAO AU MALI.....	31
10.2) DISCOURS DU COORDONNATEUR SWF, M. MUSA SAHOU MBENGA.....	32
10.3) DISCOURS DE MME L'AMBASSADEUR DE L'ESPAGNE AU MALI.....	34
10.4) DISCOURS D'OUVERTURE DE M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE DU MALI.....	36
10.5) LISTE DES PARTICIPANTS	38

Sigles et abréviations.

AECID	: Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement
AGR	: Activité Génératrice de revenus
AMCOW	: le Conseil des Ministres Africains de l'Eau
ANPROCA	: Agence Nationale de Promotion de Conseil Agricole
APRAO	: Projet d'Amélioration de la Production de Riz en Afrique de l'Ouest en Réponse à la Flambée des Prix des Denrées Alimentaires
BAD	: Banque Africaine de Développement
BP	: Bonnes pratiques
CEDEAO	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEA	: Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
DIMITRA	: Projet Genre et Développement de la femme rurale, FAO
EB	: Evaluation par les Bénéficiaires
ECOWAP	: Voir PDDAA
FAO	: Organisation pour L'Agriculture et l'Alimentation des Nations Unies
FAOR	: Représentation Nationale de la FAO
FR	: Fonds de roulement
GAR	: Gestion Axée sur les résultats
GIPD	: Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs
IESA	: Initiative Eau et Sécurité alimentaire pour l'Afrique
INRAN	: Institut National de la Recherche Agronomique du Niger
NEPAD	: Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OP	: Organisation de Producteurs
PAM	: Programme Alimentaire Mondiale
PDDAA	: Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine
PNIA	: Programme National de Investissement Agricole
PNSA	: Programme National de Sécurité Alimentaire
PPIV	: Petit Périmètre Irrigué Villageois
PPM	: Petit Périmètre Maraicher
PRIA	: Programme Régional d'investissement agricole

RAF	: Bureau régional Afrique de la FAO
RINI	: Compagnie Riz Niger
RSE	: Responsable Suivi et Evaluation
S&E	: Suivi et Evaluation
SOFA	: State of Food and Agriculture FAO
SFW/FAO	: Bureau Sous Régional Afrique de l'Ouest de la FAO
TCSF	: Service d'Appui Technique pour la Sécurité Alimentaire
TDR	: Termes de Référence
UA	: Union Africaine
UGI	: Unité de Gestion Inter-Projets IESA

1) INTRODUCTION

Dans le cadre de la recherche de solutions idoines et leur mise en œuvre pour assurer la sécurité alimentaire en Afrique, le Gouvernement du Royaume d'Espagne à travers l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) et l'Organisation Mondiale pour L'Agriculture et l'Alimentation (FAO), a entrepris des programmes parmi lesquels l'Initiative Eau et Sécurité Alimentaire pour l'Afrique (IESA) et le programme pour l'Amélioration de la Production de Riz en Afrique de l'Ouest en Réponse à la Flambée des Prix des Denrées Alimentaires (APRAO).

Les projets de l'Initiative Eau et Sécurité Alimentaire en Afrique, visent l'amélioration de la sécurité alimentaire par le recul de la faim, l'augmentation des revenus et de la disponibilité alimentaire des producteurs les plus vulnérables des zones rurales et périurbaines en Afrique de l'Ouest via la maîtrise de l'eau et le renforcement des capacités techniques et organisationnelles. L'impact des projets IESA contribuera à l'atteinte de l'**OMD1** par la réduction de la faim. Ces projets ont été lancés progressivement depuis 2007 au Niger et concernent cinq (5) pays : Burkina Faso, Guinée, Mali, Niger et Sénégal. Les projets du Sénégal et du Niger ont été renforcés en mars 2011 par un financement additionnel de l'Afrique du Sud pour améliorer les acquis en matière de maîtrise de l'eau et l'accès aux financements des AGR pour les plus pauvres et vulnérables.

Le projet sur l'Amélioration de la Production de Riz en Afrique de l'Ouest en Réponse à la Flambée des Prix des Denrées Alimentaires (APRAO) a pour objectif global d'accroître de façon durable la production rizicole nationale dans cinq (5) pays de la région : Sénégal, Mali, Niger, Cote d'Ivoire et Mauritanie. Il a pour objectifs spécifiques dans chacun des 5 pays : (i) de promouvoir l'utilisation de semence de qualité et sécuriser la production de semences certifiées de riz pour une riziculture performante et durable ; (ii) d'accroître la productivité des différents systèmes de production de riz de manière durable ; (iii) de promouvoir la qualité du riz local pour une commercialisation profitable.

La FAO, à travers SFW/RAF, promeut la synergie et la complémentarité entre les différents projets et programmes dont elle la responsabilité de mise en œuvre, en premier entre ceux du même bailleur, puis entre des projets de bailleurs différents poursuivant les mêmes objectifs et résultats. Ceci, pour assurer plus de cohérence et d'efficacité dans la mise en œuvre des projets et accroître leur impact sur la sécurité alimentaire, et aussi pour donner plus de visibilité aux actions de la FAO.

Afin de renforcer la cohésion entre les différents projets au sein de l'IESA, une composante régionale, intitulée "Unité de gestion et de coordination de l'information inter-projets" (UGI, GCP/RAF/428/SPA), a été mise en place, pilotée par un Coordonnateur Régional. De la même manière, un Coordonnateur Régional du projet APRAO a été recruté. Ces unités de coordination travaillent en parfaite synergie au sein de SFW/RAF. Elles visent à renforcer la cohésion des projets nationaux, à harmoniser leurs modalités d'intervention, à favoriser les échanges d'expériences et à développer une meilleure visibilité de l'action de l'AECID en Afrique de l'Ouest, ainsi que la conception d'une vision pour les actions futures.

C'est dans cet esprit de synergie et complémentarité qu'il a été tenu à Bamako Hotel LAICO, Mali, du 12 au 16 décembre 2011, un atelier régional de suivi conjoint qui regroupe les projets de l'IESA (qui tient son quatrième atelier régional) et le projet APRAO (qui tient son premier atelier régional).

Cet atelier régional (annuel) a permis de réunir SFW, TCSF, l'UGI, les FAOR des pays concernés, les membres de la task-force des projets régionaux, les chargés de programme des FAOR ainsi que les coordinations nationales (Coordonnateurs, Responsables de S&E nationaux, Assistants techniques nationaux). Cet important atelier a été l'occasion de faire le point sur l'état d'avancement des projets surtout en montrant les résultats obtenus, de tirer les leçons de leurs expériences respectives et de proposer des perspectives et plans d'actions en tenant compte des ressources disponibles ainsi que des délais restants.

Les travaux de l'atelier ont été rehaussés par la présence du Ministre de l'Agriculture du Mali, M. Aghatam Ag ALHASSANE, de S.E. Mme l'Ambassadeur du Royaume d'Espagne au Mali, S.E Mme Lourdes MELENDEZ (pour la cérémonie d'ouverture), du Coordonnateur du bureau sous régional de la FAO Afrique de l'Ouest, Mr Musa MBENGA, les Représentants de la FAO des pays suivants : Burkina Faso, Cote d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal, et du Fonctionnaire chargé de Sécurité Alimentaire de TCSF M. Sourakata BANGOURA. Les participants ont eu l'insigne honneur de recevoir la visite et les orientations (au quatrième jour) de M. Manoj JUNEJA Adjoint au Directeur General, Chargé des Operations.

L'objectif global de l'atelier régional de suivi des projets de l'IESA et APRAO était de favoriser un partage d'information sur l'état d'avancement et les résultats des projets, de tirer les leçons de les expériences respectives et de proposer des perspectives et un programme 2012 en tenant compte des ressources disponibles et des délais restants.

Les principaux résultats suivants étaient attendus :

- Les bilans des différents projets IESA et APRAO sont partagés et validés.
- Les résultats obtenus y compris les effets et impact sont partagés en tenant compte des tableaux de bords, des notes d'analyse et des rapports EB des pays.
- Les résultats des études de capitalisation des bonnes pratiques et d'élaboration d'une vision stratégique et des axes pour la suite de l'IESA dans les différents pays sont partagés et validés.
- Les stratégies et plans de communication pour une meilleure visibilité de l'initiative au niveau national et régional sont partagés et validés, des démonstrations sont faites notamment en ce qui concerne la mise en place du site web de l'IESA.
- Les perspectives et programmes pour l'année 2012 sont présentés et validés.
- Les démarches de suivi des effets et impact de l'IESA, des revues techniques et du S&E axé sur les résultats et qui tiennent compte de la dimension genre aux niveaux national et régional sont partagées et validées, ainsi que les résultats de l'EB.
- Une feuille de route précisant les actions, délais et responsables pour une meilleure mise en œuvre des recommandations de l'atelier est élaborée, partagée, validée et ses modalités de suivi définies.

Afin d'atteindre ces résultats, l'atelier a été organisé selon les jours par axes :

- **Jour 1** : Axe du bilan des résultats et échanges sur les acquis et les améliorations possibles.
- **Jour 2** : Axe d'échanges sur les aspects transversaux et orientations thématiques : Suivi et Evaluation, Evaluation par les bénéficiaires, Stratégies de gestion de l'eau, Communication, prise en compte de la dimension genre, capitalisation des bonnes pratiques.
- **Jour 3** : Axe de visites de terrain : rencontre avec les autorités, les services et agents de terrain, les bénéficiaires, visites des sites et réalisations des projets.
- **Jour 4** : Axe de la planification pour l'année 2012.
- **Jour 5** : Axe de la définition des éléments de base et de la feuille de route pour la nouvelle vision stratégique de l'IESA.

Tous les travaux étaient sous forme de plénière sauf au jour 5 où trois commissions de réflexions ont été mises en place pour opérationnaliser les recommandations de l'Evaluation par les Bénéficiaires.

2) SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS MAJEURES ET FEUILLE DE ROUTE

Les recommandations majeures et leurs échéanciers sont regroupés dans le tableau suivant sous forme de feuille de route.

Recommandations	Projet concerné	Responsables	Echéanciers	Moyens de vérification
Général				
Promouvoir les synergies entre les projets FAO (IESA, APRAO) et avec les projets similaires intervenant sur la recherche de la sécurité alimentaire	IESA, APRAO et autres projets	Coordonnateurs régionaux et nationaux de projets	Activités continues	Protocoles d'accord signés sur les sites communs et rapports d'activités
Optimiser les procédures de décaissements et de passation de marchés pour améliorer la mise en œuvre des projets	IESA, APRAO	FAOR	Activités continues	Taux de delivery des projets
Dans la mesure du possible étendre le projet APRAO dans les pays tels que le Burkina Faso et la Guinée	APRAO	SFW, Coordonnateur APRAO et FAOR Burkina Faso et Guinée	Juin 2012	Plan d'action d'extension de l'APRAO et rapports d'activités
Etudier la prise en charge du personnel de terrain du Projet de Gao clôturé dans le cadre du projet en cours au Mali en vue d'assurer la pérennisation des acquis sur les sites encore fonctionnels	IESA	FAOR Mali et IESA Mali	Janvier 2012	Rapports d'activités de terrains des agents retenus
Maîtrise de l'eau				
Prendre en compte l'opportunité de développer les technologies renouvelables et la promotion de technologies simples adaptées en matière de maîtrise de l'eau	IESA, APRAO	Coordonnateurs régionaux et nationaux de projets	Activités continues	Taux de mise en valeur des périmètres appuyés
Promouvoir l'implication et le renforcement des capacités des agents techniques d'encadrement pour un appui efficace et durable surtout dans le domaine de la gestion de l'eau	IESA	Coordonnateur régional et nationaux de projets	Durant le premier trimestre 2012	Programmes de travail et rapports d'activités
Renforcer les capacités des bénéficiaires et leurs organisations dans la gestion et la maintenance durable de l'eau dans les périmètres	IESA, APRAO	Coordonnateurs régionaux et nationaux de projets	Activités continues	Taux de mise en valeur des périmètres appuyés, rapports de formation

Recommandations	Projet concerné	Responsables	Echéanciers	Moyens de vérification
Intensification et diversification				
Développer et mettre en œuvre des stratégies pour une pérennisation des FR (fonds de roulement)	IESA, APRAO	Coordonnateurs régionaux et nationaux de projets	Continue	Evolution des fonds de roulement mis en place et du nombre de bénéficiaires
Tenir compte des systèmes nationaux d'appui dans le domaine du crédit et de la responsabilisation des organisations de producteurs dans la gestion des FR	IESA, APRAO	Coordonnateurs régionaux et nationaux de projets	Continue	Evolution des fonds de roulement mis en place et du nombre de bénéficiaires
Promouvoir la synergie APRAO/IESA sur la mise en valeur des bas-fonds aménagés pour la riziculture, par la formulation d'un plan d'action d'ici la campagne prochaine	IESA, APRAO	Coordonnateurs nationaux de projets	Avril 2012	Protocoles d'accord de mise en valeur des bas fonds et rapports bilan campagne
Mettre en place un dispositif de transfert de l'encadrement de la mise en valeur des bas-fonds aux services de l'agriculture compétents	IESA, APRAO	Coordonnateurs nationaux de projets	Avril 2012	Protocoles d'accord de mise en valeur des bas fonds et rapports bilan campagne
Renforcer les capacités des agents d'appui (élevage et agriculture) impliqués dans l'appui conseils sur les sites en techniques	IESA	Coordonnateurs nationaux de projets	Juin 2012	Rapports de formation des agents techniques
Renforcer et élargir la liste des activités de diversification (petit élevage et AGR) et leur financement dans la composante diversification	IESA	Coordonnateurs nationaux de projets	Janvier-février 2012	Programmes de travail 2012
Suivi et évaluation				
Partager les outils et techniques des EB avec tous les pays et appuyer leur mise en œuvre	IESA, APRAO	RSE	Octobre 2012	Rapports EB pays, Rapports de missions RSE
Préparer et mettre en œuvre les revues tripartites	IESA	TCSF, UGI IESA	Mars 2012	Rapports revues techniques des cinq pays
Renforcer les capacités des acteurs en analyse et présentation de l'information de S&E axé sur les résultats	IESA, APRAO	RSE, SFW	Juin 2012	Rapports de missions RSE et rapports de formation
Communication				
Mettre en synergie les sites WEB (APRAO, IESA, FAO) pour plus de durabilité	IESA	Coordonnateurs régional IESA, SFW	Juin 2012	Protocole d'accès aux sites web et liens possibles

Recommandations	Projet concerné	Responsables	Echéanciers	Moyens de vérification
Finaliser l'élaboration de la stratégie et du plan de communication régional de l'IESA et inscrire les actions prioritaires dans le programme 2012	IESA	Coordonnateur Régional IESA, Expert en Communication	Janvier 2012	Stratégie et plan de communication régional validé
Désigner un point focal en charge de la Communication au niveau des FAO qui n'en disposent pas encore	IESA, APRAO	FAOR	Janvier 2012	Décisions de nomination
Genre et équité				
Prendre en compte la dimension genre dès la formulation des projets et des programmes de travail	IESA, APRAO	Coordonneurs régionaux et nationaux de projets	Continue	Documents de projets, programmes de travail annuels
Renforcer les capacités des unités de gestion et agents des projets dans la prise en compte de la dimension genre	IESA, APRAO	Coordonneurs régionaux et nationaux de projets	Avril 2012	Rapports de formation, rapports de mission Expert en genre et équité
Capitalisation des bonnes pratiques				
Faire un réexamen qualitatif et profond des critères de sélection des bonnes pratiques	IESA	UGI et Coordination nationales IESA	Janvier	Rapports d'atelier de validation des BP et sélection définitive
Organiser au plus vite les ateliers nationaux de validation de l'étude Capitalisation des bonnes pratiques	IESA	Coordination nationale et FAOR	Janvier 2012	Rapports d'atelier de validation des BP
Inscrire la suite à donner au bonnes pratiques par une prise en charge par les services nationaux de vulgarisation	IESA	UGI et Coordination nationales IESA	Février 2012	Protocoles d'accord et rapports voyages d'échanges
Nouvelle vision stratégique IESA				
Elaborer les TDR (plan d'action nationaux et éléments de la vision régionale)	IESA	UGI IESA et TCSF	Janvier 2012	TDR
Préparer les documents de la vision (réalisation des études nationales et l'étude régionale)	IESA	UGI IESA et TCSF	Avril-mai 2012	Rapport nouvelle vision stratégique
Recherche de financement et négociation	IESA	TCSF, SFW	Septembre-octobre 2012	Accords de financement

3) CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture de l'atelier conjoint de suivi des programmes IESA et APRAO le 12 décembre 2011, a été présidée par S.E.M. le Ministre de l'Agriculture du Mali, M. Aghatam Ag ALHASSANE. Lors de cette cérémonie, il a été enregistré la présence effective de nombreuses autres hautes personnalités, notamment S.E. Mme l'Ambassadeur du Royaume d'Espagne au Mali, S.E Mme Lourdes MELENDEZ, le Coordonnateur du bureau sous régional de la FAO Afrique de l'Ouest, Mr Musa Saihou MBENGA et les Représentants de la FAO des pays suivants : Burkina Faso, Cote d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal.



Cérémonie d'ouverture, de gauche à droite : M. Musa Saihou MBENGA Coordonnateur du bureau sous régional de la FAO Afrique de l'Ouest, M. Aghatam Ag ALHASSANE Ministre de l'Agriculture du Mali, S.E Mme Lourdes MELENDEZ, Ambassadeur du Royaume d'Espagne au Mali, Dr. Thierry Ange ELLA ONDO, Représentant de la FAO au Mali

Tout d'abord, dans son allocution de bienvenue, Mr Thierry Ange ELLA ONDO, Représentant de la FAO au Mali, a souhaité la chaleureuse bienvenue aux participants et exprimé sa gratitude et celle de la FAO pour l'excellence de sa coopération avec le Gouvernement Malien.



S.E Mme Lourdes MELENDEZ, Ambassadeur du Royaume d'Espagne au Mali et, Dr. Thierry Ange ELLA ONDO, Représentant de la FAO au Mali prononçant le discours de bienvenue

L'Ambassadeur du Royaume d'Espagne au Mali, S.E Mme Lourdes MELENDEZ, dans son adresse, après avoir remercié la FAO et le gouvernement du Mali pour leur invitation, a rappelé l'importance que son pays, l'Espagne, accorde à sa coopération avec la FAO pour la sécurité alimentaire en Afrique. Pour ces raisons, l'AECID a apporté une contribution financière et technique importante dans la recherche de la sécurité alimentaire à travers l'IESA et l'APRAO dans les sept pays

couverts de la CEDEAO. Pour la coopération espagnole la FAO est un partenaire clé pour l'atteinte de l'OMD1 en Afrique : éradiquer la faim et l'extrême pauvreté.

Le coordonnateur du bureau sous régional de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest et Représentant adjoint de la FAO pour l'Afrique, M. Musa Saihou MBENGA, après avoir salué et remercié S.E.M. le Ministre de l'agriculture, pour sa présence effective qui rehausse la cérémonie, a remercié les plus hautes autorités et le peuple Maliens avec à leur tête S.E.M. le Président de la République pour avoir accepté d'abriter le présent atelier régional. Il a

ensuite exprimé la reconnaissance de la FAO au Royaume d'Espagne qui finance les deux projets ainsi qu'à l'Afrique du Sud qui a rejoint l'initiative.

Il a rappelé que les actions de la FAO dans le domaine de la sécurité alimentaire et celui de l'adaptation aux changements climatiques, cadrent parfaitement avec les priorités régionales, sous-régionales et nationales. Il a situé le programme et les objectifs de l'atelier et, invité les participants à donner le meilleur d'eux-mêmes, pour l'atteinte des résultats visés. Le Coordonnateur Sous régional de la FAO a rappelé le contexte des programmes appuyés par la Coopération espagnole.

Ainsi, il a rappelé l'importante rencontre de Syrte en Libye organisée par la FAO en 2008 en partenariat avec l'UN-Water, l'Union Africaine, le Conseil des Ministres Africains de l'Eau (AMCOW), la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), qui avait porté sur « L'eau pour l'agriculture et l'énergie en Afrique : Les défis du changement climatique ».

De même, il a souligné l'importance de la Conférence internationale sur le financement de la politique agricole régionale de l'Afrique de l'Ouest tenue à Abuja –Nigeria- en novembre 2009, et l'adoption du Pacte régional de partenariat pour la mise en œuvre du PDDAA par les Etats de la CEDEAO et leurs partenaires.

Dans son discours d'ouverture de l'atelier régional IESA APRAO, SEM. Mr le Ministre de l'Agriculture du Mali, a remercié la FAO et les autres partenaires techniques et financiers pour tous les efforts qu'ils déploient aux côtés des gouvernements des pays de la CEDEAO dans leur quête pour une sécurité et une souveraineté alimentaires, ainsi qu'un développement durable tel que stipulé dans le PDDAA-ECOWAP. Il a rappelé la situation d'insécurité alimentaire née de la dernière saison agricole pluvieuse, et exhorté les participants à l'atelier à faire des propositions idoines aux décideurs politiques afin de remédier à la situation.

Son Excellence Mr le Ministre a insisté sur l'importance de l'intensification agricole pour augmenter la productivité en citant l'exemple de certains pays à faibles superficies cultivables mais exportateurs de produits agricoles. En remerciant l'ensemble des participants et leur souhaitant la bienvenue en terre malienne, son Excellence Mr le Ministre a déclaré ouverts les travaux de l'atelier régional de suivi de l'IESA et l'APRAO.

4) LES TRAVAUX DU PREMIER JOUR (12/12/2011) : RESULTATS DES PROJETS.

Les travaux du premier jour ont démarré avec l'intervention du Coordonnateur régional sur le cadre stratégique de SFW. Cette présentation a été suivie par celles des coordinations régionales IESA et APRAO et des coordinations nationales. Et cette première partie a concerné les résultats obtenus par les deux projets dans les différents pays.

4.1) Cadre stratégique SFW

Le Coordonnateur régional SFW/FAO dans sa présentation a mis l'accent sur la pertinence des activités de l'IESA et APRAO qui sont en adéquation avec les stratégies sous-régionales et nationales d'investissement en milieu agricole axées sur : (i) l'intensification de la production agricole pour une augmentation durable de la production et de la productivité, (ii) la gestion durable des ressources naturelles, (iii) l'accès aux marchés, (iv) la gestion des connaissances et la coordination des politiques.

D'après les statistiques de la FAO, les terres mises en valeur ne représentant qu'à peine 10% des superficies irrigables. Il a été noté aussi que 30% de la population dans la sous région CEDEAO vit avec moins de US\$ 1 par jour et 40 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire chronique.

Pour aider les Gouvernements des pays de la CEDEAO à faire face à cette situation, la FAO a entamé une réforme institutionnelle profonde (décentralisation, une seule FAO, GAR), dans le cadre d'une seule "Nations Unies". Ainsi, une prise de conscience de plus en plus accrue dans le processus de planification doit être de rigueur par rapport aux documents stratégiques régionaux et sous régionaux comme l'UA/NEPAD/PDAA- ECOWAP, PRIA & PNIA.

4.2) Projets de l'IESA : présentation des résultats

L'IESA intervient dans cinq pays de la CEDEAO (Burkina Faso, Guinée, Mali, Niger et Sénégal). Au total les différents projets nationaux sont présents dans 204 villages, avec 123 sites. Environ 21000 bénéficiaires répartis dans plus de 8200 ménages sont directement touchés par les produits et services du projet. On compte parmi les bénéficiaires, 60% de femmes et 45% de jeunes.

Tour à tour les différents pays ont présenté leurs résultats. Avant les pays, le Coordonnateur Régional a présenté les résultats globaux et ceux du projet régional chargé de la gestion de l'information inter projets.

Il a été noté que même s'il y a eu des avancées notoires dans la mise en œuvre des aménagements, les taux de mise en valeur dans les différents pays à l'exception de la Guinée, sont assez faibles. Tous les pays ont déploré dans leurs présentations les retards enregistrés dans la mobilisation des ressources financières dues aux procédures (à l'exception du Sénégal). Ils ont également mis l'accent sur la difficulté de mobiliser les agents d'encadrement des structures étatiques vu leur nombre réduit et les diverses sollicitations non coordonnées dont ils font part.

- Pour le Mali, les superficies aménagées sont passées de 23 ha en fin 2010 à 99 ha en 2011. Un total de 37 ha a été mis en valeur. Le déficit hydrique lié à la mauvaise pluviométrie en saison explique cette faible mise en valeur et la stagnation des niveaux de rendements notée. Il est noté aussi des problèmes liés à l'exhaure dans les PPM qui rendent difficiles les tâches des femmes. Pour la diversification et les AGR il est ressorti une augmentation des taux de remboursement (accroissement de l'effectif des animaux : ovins, caprins et volailles) ce qui a eu comme résultats grâce à la redistribution par les comités de gestion une augmentation du nombre de bénéficiaires. Cependant, les résultats dans la région de Mopti et Gao risquent de s'estomper du fait de la démobilisation de l'équipe de terrain suite à la fermeture d'un des projets.
- Pour le Burkina Faso, les résultats sont mitigés du fait des problèmes liés à l'accès, au transport et à la distribution de l'eau dans environ 50% des sites. Ces difficultés sont liées aux déficits hydriques notés et aux problèmes techniques de certains ouvrages. Cependant, dans certains cas où des réhabilitations des systèmes d'irrigation ont été opérées, il est noté une amélioration de la mise en valeur (exemple, site Kaya – Zoundwéogo, a réalisé une double campagne rizicole). Le Gouvernement du Burkina aussi a apporté un important appui dans les zones du projet avec l'aménagement supplémentaire de 25 ha. Par contre il a été noté une faible présence des agents d'appuis conseils au niveau des sites du fait de leur forte mobilité et du niveau faible des capacités techniques surtout dans le domaine de la gestion de l'eau. En ce qui concerne les activités de diversification, des difficultés sont notées qui ont pour cause principale la faiblesse du rôle donné aux comités de gestion dans l'achat d'animaux adaptés et la gestion des fonds de roulement.
- Pour la Guinée, il est ressorti une amélioration de la mise en valeur dans l'ensemble des sites du projet à l'exception de ceux qui avaient des problèmes liés aux inondations. Par contre la contrepartie attendue du Gouvernement Guinéen n'est

jusqu'à présent pas effective ce qui a empêché la réalisation des mesures d'accompagnement prévues (pistes de production, magasins de stockage, etc.). Aussi, le protocole entre le projet et l'ANPROCA n'est toujours pas renouvelé ce qui pose des difficultés encore en ce concerne le déploiement des agents d'encadrement. Cependant, dans les PPM, de fortes productions ont été notées par endroits, ce qui a permis aux producteurs et surtout les femmes de disposer de revenus substantiels.

- Pour le Niger, des lourdeurs au niveau des décaissements ont eu comme conséquences un retard énorme dans la mise en œuvre des activités. Le Niger aussi a connu un important déficit hydrique en 2011 dû à une très faible pluviométrie. Les activités de diversification qui ont eu un impact positif sur les bénéficiaires concernent plusieurs volets à savoir le petit commerce, les crédits charrettes, les crédits motopompes, les animaux de trait, le petit élevage, etc.
- Pour le Sénégal, des missions d'appui techniques et de supervision ont abouti à la fermeture de 15 sites où des problèmes de fonctionnalité ont été notés. Le projet va se concentrer sur les sites restants. D'importants problèmes liés à la remontée de la nappe salée, à des difficultés techniques et le manque de fonctionnalité des comités de gestion entre autres ont été à l'origine des problèmes notés. Au Sénégal, le projet n'a pas connu des difficultés liées aux décaissements.

4.3) Projets APRAO : présentation des résultats

Le Coordonnateur régional de l'APRAO après avoir donné le contexte, a fait une présentation du programme, ses stratégies de mise en œuvre dans les différents pays et les synergies qui ont été notées. L'APRAO est entièrement sur la chaîne valeur Riz dans cinq pays : Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Sénégal et Niger. Il agit essentiellement sur deux axes : la production et la mise en marché (transformation, commercialisation). Le projet APRAO est mise en œuvre dans les différents pays avec un appui du dispositif des projets GIPD, ce qui a pu aider à améliorer les synergies dans le renforcement des capacités des producteurs.

Le projet a contribué à jeter les bases et les perspectives d'amélioration durable de la production du riz dans les divers pays à travers (i) le renforcement des capacités techniques des producteurs, (ii) le renforcement en équipement et matériels agricoles, (iii) le renforcement des infrastructures, et, (iv) l'amélioration de la disponibilité en semences.

- Pour le Mali, un résultat important en matière d'alignement à la politique nationale a été l'intégration des actions de l'APRAO dans les bilans et programmation annuels de la Direction nationale de l'Agriculture. A cet effet, plusieurs réalisations ont été notées comme l'amélioration de l'environnement socioéconomique des sites (caractérisation, information et sensibilisation, appui à la mise en place d'une interprofession de riz, l'amélioration de la gestion des fonds de roulements, etc.), l'amélioration de la disponibilité des semences (renforcement des capacités des agents d'encadrement et des organisations de producteurs, construction et réhabilitation d'infrastructures de stockage des semences, production de plus de 2000 tonnes de semences R1, et appui au processus de certification, etc.), production de riz paddy (formation de 1600 producteurs dont 23% de femmes, mise en place de matériels de récolte, etc.). En partenariat avec le projet IESA Mali, 5 OP ont été appuyées en acquisition d'urée par la gestion d'un fonds de roulement à Kita et Kolokani. Le projet APRAO a appuyé l'élaboration d'un guide en langue nationale sur la gestion intégrée du riz.

- Pour le Niger, le projet APRAO dans le cadre du renforcement de la disponibilité des semences de riz, a réalisé plusieurs formations pour l'ensemble des acteurs en partenariat avec les acteurs de la filière (INRAN, RINI, division des semences, etc.) pour les bénéficiaires divers (inspecteurs, agents d'agriculture, producteurs) sur les thématiques suivantes (i) Contrôle et certification des semences, (ii) Production, conservation et stockage des semences, (ii) Gestion intégrée de la riziculture. Il a noté certaines difficultés liées aux procédures de décaissement.
- Pour le Sénégal afin de réaliser un meilleur ciblage, des enquêtes de base dans les sites des projets ont été réalisées qui ont touché plus de 300 producteurs et leurs exploitations. D'importants ateliers d'information et sensibilisation des acteurs sur la législation semencière au niveau national et local, et de formation de techniciens et producteurs de semences ont été réalisés. Cela a permis d'accompagner sept groupements de producteurs semenciers qui ont finalement obtenu les agréments. Pour renforcer les capacités des producteurs et agents sur les techniques de production, des sessions de formation ont été réalisées dans la gestion intégrée de la production de riz, et l'appui sur l'acquisition d'équipements et matériels. Cela a contribué à l'augmentation de la production de riz paddy dans les zones du projet. Le projet a appuyé la production de fiches techniques pour la riziculture pluviale et irriguée, le manuel pour les contrôleurs de semences, un catalogue des variétés et le livret de recettes pour la transformation.
- Pour la Mauritanie, d'importants résultats ont été notés sur la disponibilité des semences à travers l'appui du projet pour la réhabilitation de la station de production de semence et la réhabilitation de la chambre froide pour la conservation des semences. Des mesures d'accompagnement comme la formation des producteurs et des techniciens en techniques de production de semences et en gestion d'entreprises semencières, en sélection conservatrice et production de semences prébase et base, ont été réalisées. Cela a permis la production de plus de 2500 tonnes de semences certifiées. Pour renforcer les capacités productives des bénéficiaires, le projet a appuyé la révision des curricula de formation technique, et a organisé des sessions de formation pour 400 riziculteurs et 45 agents techniques.
- Pour la Côte d'Ivoire, le projet a démarré ses activités récemment (Août 2011). Des réalisations ont pu être notées notamment concernant le renforcement des capacités des agents de la Sous direction semences du Ministère de l'Agriculture et des semenciers sur la production de semences de qualité. Le projet a pu appuyé la réhabilitation d'un magasin de stockage de semences.

4.4) Constats et recommandations sur les travaux du premier jour

Suite aux présentations, les constats après les discussions durant le premier jour qui concernait la présentation des résultats des projets IESA et APRAO.

Constats généraux

- Non implication effective des collectivités territoriales des pays dans la mise en œuvre des projets.
- Non tenue du Comité de pilotage dans certains pays.
- Faible synergie entre les activités IESA et APRAO, seulement Mali (sur un site à Kolokani) et au Sénégal (sur un site). Ces quelques relations entre projets sont les initiatives personnelles des coordinateurs par pays,

Constats pour l'IESA

- Problèmes techniques des certains aménagements
- Remontée de la nappe salée dans certains sites, abandon de sites dans certains cas et fermeture de 15 sites non fonctionnels au Sénégal.
- La mise en valeur insuffisante des terres aménagées dans certains pays pour valoriser les investissements dans le cadre des projets IESA.
- Manque d'organisation des bénéficiaires au niveau de certains sites
- La question des fonds de roulement, le taux de remboursement et sa durabilité pour l'acquisition des intrants et équipements.
- La faible capacité des agents d'encadrement et de suivi sur les aspects liés à la gestion de l'eau.
- La faible motivation des agents de terrain et l'absence de stratégie durable pour leur utilisation,

Constats pour l'APRAO

- Lenteur des procédures de décaissement dans certains cas,
- Bonne démarche intégrée dans les priorités nationales.

Les recommandations suivantes ont été formulées à la suite de ces constats et des discussions.

Recommandations générales

1. Renforcer les synergies entre projets FAO et surtout entre IESA et APRAO pour améliorer la mise en valeur.
2. Assurer un suivi et un appui techniques des projets depuis le niveau du siège.
3. Développer les échanges entre pays et les échanges inter projets par pays.

Recommandations pour l'IESA

1. Le renforcement des capacités des agents de suivi (terrain) pour une implication durable.
2. Développer des stratégies de pérennisation des fonds de roulement.
3. Renforcement le système de S&E au niveau de la coordination régionale et au niveau des pays.

Recommandations pour l'APRAO

1. Accélération des décaissements des projets en facilitant les procédures.
2. Voir la possibilité d'étendre le projet au Burkina Faso et en Guinée.

5) TRAVAUX JOUR 2 (13/12/201) : ASPECTS TRANSVERSAUX.

Les travaux du deuxième jour de l'atelier ont concerné les aspects transversaux à savoir :

- Le système de S&E et l'évaluation par les bénéficiaires (EB),
- Les défis et opportunités dans la gestion de l'eau pour l'agriculture en Afrique de l'Ouest,
- La stratégie et le plan de communication IESA,
- La prise en compte de la dimension genre dans les projets,
- Capitalisation des bonnes pratiques, quelles stratégies de vulgarisation.

5.1) Le système de S&E et l'évaluation par les bénéficiaires (EB).

Le Responsable Régional de S&E de l'IESA a présenté le système de suivi évaluation qui est mis en place pour apprécier l'atteinte dans la réalisation de la chaîne des résultats IESA. Cette chaîne des résultats se décline à travers cinq principaux axes : (i) le renforcement des capacités des producteurs, (ii) l'amélioration de l'accès à l'eau et à la terre, (iii) l'intensification agricole, (iv) le renforcement des activités de diversification et AGR, (v) le renforcement des capacités de gestion des projets au niveau national par l'appui conseil. Cette chaîne des résultats se décline à travers un cadre logique harmonisé.

A travers le circuit de l'information du suivi évaluation les données sont collectées à la base, traitées et validées au niveau national et partagées dans la base de données du site WEB.

Cependant certains maillons de la chaîne de collecte de traitement et de transfert de données affichent souvent des insuffisances surtout sur les niveaux suivants : entre les producteurs et les agents techniques, avec le non remplissage des fiches techniques et des registres ainsi que l'archivage des moyens de vérification, ainsi qu'entre les agents techniques et l'équipe de coordinateur IESA national.

L'ensemble des agents sont formés et motivés. L'archivage des documents de réalisation des activités du projet devra être renforcé pour un meilleur suivi (PV de réception de travaux, date de mise en valeur, etc.).

En ce qui concerne les résultats de l'évaluation par les bénéficiaires, il est rappelé que cette étude a été recommandée par le troisième atelier de suivi de Ouagadougou (Burkina Faso) en octobre 2010. L'EB a été réalisée et validée dans les cinq pays. L'analyse se poursuit au niveau régional. L'objet de l'évaluation visait : (i) la mise en évidence de l'impact et les effets du projet (la perception des bénéficiaires), (ii) faciliter la participation des acteurs locaux. Plusieurs thématiques ont été touchées sur la base de questions pertinentes. Les résultats de l'étude ont montré des limites et les faiblesses sont apparues surtout dans l'appui à la gestion de l'eau. Plusieurs recommandations ont été formulées, entre autres :

- Revoir les stratégies de ciblage pour les groupes vulnérables,
- Revoir les procédés et innovations techniques d'irrigation
- Revoir dans les différents pays les systèmes d'appui conseils pour la gestion de l'eau,
- Renforcer les organisations de bénéficiaires,
- Analyser les meilleures pratiques en matière de financement rural fiable et durable,
- Analyser la possibilité d'intégrer les stratégies de communication avec la dimension « utilisation et hygiène ».

5.2) Les défis et opportunités dans la gestion de l'eau pour l'agriculture en Afrique de l'Ouest

Dans son exposé, l'Expert Régional Afrique chargé de la Maîtrise et de la Gestion de l'eau a présenté les enjeux de l'eau pour l'agriculture au 21^e siècle avec une population entre 7 et 9

milliards en 2050. Une nécessité s'impose pour adapter les stratégies, surtout avec une nécessité de prise en compte des défis des changements climatiques.

Il a invité les différents pays et les projets régionaux et nationaux à s'inscrire dans une démarche qui privilégierait des technologies adaptées et plus durables existantes par rapport aux technologies incertaines. C'est dans ce cadre que s'inscrit la recherche en cours des Bonnes pratiques par l'IESA qui est une initiative à encourager et valoriser.

Tous les représentants FAO par pays ont apprécié l'arrivée d'un fonctionnaire chargé des questions de l'eau au niveau régional Afrique.

5.3) Les stratégies et plans de communication pour l'IESA

L'Expert en Communication de l'IESA, après avoir rappelé la place et l'importance d'une stratégie de communication pour le développement, a donné les grands axes de cette stratégie pour l'IESA, ses objectifs et résultats attendus. Celle-ci devra être élaborée pendant la phase de formulation des projets pour mieux appuyer l'atteinte des résultats visés. Elle devra susciter, accompagner la concertation et le dialogue entre tous les partenaires et acteurs de l'IESA. Cette stratégie devra aussi se fonder sur la méthodologie de l'approche participative et indiquer par ailleurs les outils de communication les plus appropriés pour sa réalisation.

En rappelle, l'ensemble des pays de l'IESA ont chacun déjà développé une stratégie et un plan de communication durant l'année 2011 sur la base de TDR harmonisés élaborés par l'UGI en relation avec les FAOR. La stratégie et le plan de communication régional pour l'IESA est en cours d'élaboration et devra être finalisé au plus tôt pour inscrire les actions à mettre en œuvre dans les plans de travail nationaux et régionaux pour l'année 2012 afin d'aider à la consolidation des acquis, au renforcement de l'impact et à la visibilité de l'initiative. Le développement de cette stratégie de communication va passer par les axes suivants : (i) la communication interne, (ii) la communication externe, (iii) la communication événementielle/visibilité et, (iv) la communication éducative.

Aussi, un portail et site web incluant une base de données interactive sont en cours de développement pour l'initiative. Le site web présente aussi des portails par pays pour rendre visibles les actions et résultats au niveau national. Pour terminer, l'exposante a souligné l'importance des réseaux sociaux pour le développement et a recommandé fortement leur utilisation tout en informant les participants de l'existence d'un compte Facebook pour l'initiative.

L'adresse du site web de l'initiative en cours de réalisation est : www.iesa-fao.org

5.4) Intégration de la dimension genre dans les programmes

Après avoir rappelé l'engagement de la FAO à promouvoir l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes rurales afin de garantir une participation égale au développement, l'Expert en Genre FAOR Sénégal a souligné le mandat et le Plan d'Action Parité hommes-femmes (2008-2013) comme actes importants de la FAO. Aussi, le travail important de la Division de la Parité, Équité et Emploi Rural (Département Développement Economique et Social) a été souligné à travers deux études importantes déjà réalisées : (i) Audit Genre de la FAO (2010) et, (ii) Evaluation du rôle et du travail de la FAO pour le genre et le Développement (2011).

Son brillant exposé a visité tour à tour la contribution et rôle des femmes dans le développement rural (SOFA 2010-2011), femmes en agriculture, comment réduire les écarts de genre pour le développement, de l'invisibilité de la contribution et du rôle des femmes en général, les fondements des écarts genre (distinction entre système sexe – système genre), la division sexuelle du travail, l'hétérogénéité. Par la suite, l'exposé a abordé les leviers à

travers lesquels des actions sont attendus comme l'accès et le contrôle des ressources et bénéfices, l'autonomisation ou empowerment qui à travers le gain de pouvoir est un important processus de changement personnel et collectif.

La troisième partie de la présentation a concerné le développement d'une stratégie genre appuyée sur des bonnes pratiques et une communication solide. Trois objectifs spécifiques sont identifiés dans l'opérationnalisation de cette stratégie : assurer la Non-discrimination de genre dans les projets (mêmes droits et accès aux ressources et bénéfices des projets, rendre visibles les besoins des femmes), promouvoir l'autonomisation des femmes rurales (renforcer les capacités des femmes, faciliter la communication au développement sensible au genre - DIMITRA), promouvoir l'équité de genre (identifier les contraintes, appui aux femmes à la production, allègement des travaux domestiques).

5.5) Capitalisation des bonnes pratiques

L'étude capitalisation est bonnes pratiques qui est achevée dans l'ensemble des pays de l'initiative a produit un nombre important de résultats sous formes de fiches techniques mais aussi a donnée des orientations quant à la stratégie de vulgarisation. L'Expert régional en S&E de l'IESA qui a fait cette présentation a d'abord rappelé les objectifs et résultats de l'étude : (i) Recenser, et analyser toutes les bonnes pratiques enregistrées par les projets IESA, les autres projets FAO et les projets nationaux sur la maîtrise de l'eau et la sécurité alimentaire, (ii) Proposer des options et axes d'intervention possibles pour le développement d'une petite irrigation durable et appropriée pour l'amélioration durable des conditions de vie des populations notamment les plus vulnérables.

En se référant aux définitions fournies dans les études réalisées par la FAO, les bonnes pratiques considérées ici sont : « l'ensemble des façons de faire (*techniques, technologies, approches et autres procédés*) qui donnent des résultats tangibles et dont la mise en œuvre révèle une innovation par rapport à ce qui se faisait avant ». Les sept différentes thématiques retenues par l'étude sont : (i) Irrigation, (approches, techniques et technologies), (ii) Considérations socio-économiques (accès au foncier, genre et irrigation, vulnérabilité et accès à l'irrigation, impact sur la santé, l'éducation et l'emploi), (iii) L'appui conseil, l'organisation des producteurs et la gestion (gestion des intrants et des ressources, entretien et maintenance des infrastructures et équipements), (iv) Activités d'élevage et de pisciculture, petit commerce et autres AGR, (v) Accès aux ressources financières nécessaires à la pérennité des activités de mise en valeur et des AGR, (vi) Filières agricoles, commercialisation et prix, (vii) Atténuation des risques environnementaux et sociaux.

Les résultats de l'étude sont importants, plusieurs bonnes pratiques sont identifiées dans l'ensemble des pays (environ 200) qui constituent une base pour une sélection finale des bonnes pratiques à retenir pour la vulgarisation. Pour cette dernière, quatre grandes catégories de stratégies sont retenues : (i) Le renforcement des capacités des acteurs par l'appui-conseil, la démonstration, les formations, (ii) L'amélioration de la liaison recherche-vulgarisation-agriculteurs, (iii) L'amélioration de la stratégie de communication, (iv) Appuyer l'émergence et le dynamisme d'espaces de concertations et d'échanges inter-groupements et intercommunautaires.

Les prochaines étapes pour finaliser le processus dans les différents pays sont : (i) organiser les ateliers nationaux de partage et validation des bonnes pratiques : Mali, Niger, Sénégal, Burkina et Guinée, (ii) organiser et harmoniser les registres de bonnes au niveau régional et les publier dans le site Web de l'initiative, (iii) mise en œuvre des actions retenues dans la vulgarisation des bonnes pratiques pour l'année 2012, (iv) choisir les bonnes pratiques à intégrer pour l'opérationnalisation de la nouvelle vision de l'initiative.

5.6) Echanges et recommandations du deuxième jour

Des échanges fructueux ont suivi les différentes présentations dans cette deuxième journée concernant les aspects transversaux.

- Concernant le système de S&E, les participants ont apprécié les avancées dans les projets nationaux IESA concernant la collecte, l'organisation des informations et leur partage. Cependant des efforts restent à faire dans l'analyse et la présentation des résultats de même que dans la collecte des données sur la situation nutritionnelle des enfants.
- Pour les EB, les participants ont salué sa réalisation et l'élaboration du rapport de synthèse par la Coordination régionale avec l'appui de l'Unité S&E de TCSF. Par suite, il a été demandé de réaliser une synergie entre les projets pour mieux profiter des avantages des évaluations participatives. Aussi, il a été constaté que la prise en compte de la dimension genre dans les EB n'a pas été assez effective même si de temps à autre on a parlé des femmes bénéficiaires. L'atelier a jugé la démarche de l'EB assez originale et permet une meilleure appropriation par les bénéficiaires. Les résultats de l'EB et ses recommandations sont très importants et pertinents ce qui a amené les participants à demander leur prise en compte adéquate et leur réalisation aussi bien pour améliorer la mise en œuvre de projets pour la période restante que pour renforcer la nouvelle vision stratégique.
- Concernant les défis et opportunités dans la gestion de l'eau, les interventions des différents participants ont tourné vers la nécessité de promouvoir les technologies adaptées et exploiter les ressources renouvelables. Aussi, ce volet devra être renforcé dans les différents projets. L'atelier a fortement recommandé que l'axe stratégique de gestion de l'eau soit un des piliers de la FAO dans l'appui à la mise en œuvre du PDDAA compte tenu de la déclaration de Syrte et du pacte régional de la CEDEAO.
- L'atelier a salué la mise en œuvre de la communication pour améliorer la visibilité des projets. Les éléments de stratégie et plan de communication présentés ont été fort bien appréciés. Les participants ont recommandé la finalisation au plus vite de la stratégie et des plans de communication aussi bien au niveau national que régional et l'intégration des actions prioritaires dans les plans de travail 2012. Aussi, la finalisation du site Web l'initiative devra être accélérée pour améliorer le partage de l'information et la visibilité.
- Les participants ont affirmé avoir beaucoup appris de la présentation sur la prise en compte de la dimension genre. Il a été recommandé de former les différents acteurs dans l'approche genre afin d'améliorer la prise en compte de cette dimension dans la formulation et la mise en œuvre des projets. SFW a déjà, dans son plan stratégique, pris en compte la dimension genre, de même les projets comme l'IESA et l'APRAO ont pris en compte le genre dans la mise en œuvre des actions déjà engagées. Cependant, l'atelier recommande de renforcer ces efforts pour toucher plus de groupes vulnérables marginalisés.
- Les résultats obtenus dans la capitalisation des bonnes pratiques ont été jugés assez importants même s'il y a encore des efforts de sélection et d'organisation à fournir. Ainsi, l'atelier a fortement apprécié les efforts fournis par l'ensemble des pays pour boucler cette étude importante et demande l'organisation dans les meilleurs délais des ateliers de partage et de validation des bonnes pratiques et de la nouvelle vision stratégique au niveau des différents pays. Aussi, il est recommandé à la coordination régionale et TCSF d'accompagner ces ateliers et de capitaliser les bonnes pratiques retenues au niveau des pays en vue d'un partage dans une perspective régionale dans les zones où ces bonnes pratiques seront adaptées.

6) TRAVAUX JOUR 3 (14/12/2011) : VISITE DE TERRAIN.

Cette troisième journée a été consacrée à la visite de terrain sous la conduite du FAOR Mali sur le site du village de N'Tamadi (situé à quelques 200 km à l'est de Bamako), commune de Madina Sacko, dans le cercle de Banamba de la Région de Koulikoro. Ce site est couvert par le projet IESA.

Sur le site l'accueil a été très chaleureux. La délégation a été accueillie par les populations et les autorités administratives et communales. Les participants ont tout d'abord rencontré le chef de village et ses conseillers, et il s'en est suivie la visite concernant les activités réalisées sur les sites : les unités d'élevage, le PPM, le bas-fond.



Gouvernorat Region de Koulikoro



Visite de courtoisie au Gouverneur de la Région de Koulikoro

Au préalable, la délégation a effectué une visite de courtoisie au Gouverneur de la Région de Koulikoro, M. Allaye Tessougué et son cabinet. A Madina Sacko la mission a été accueillie par les responsables locaux : Mr Tiemoko Amassa, Sous préfet de Madina Sako, M. Djekoro Coulibaly, 2^{ème} adjoint au Maire de la commune de Madina, M. Dicko Mohamed, Agent du service de l'élevage, encadreur des unités d'élevage mises en place par le projet IESA, M. Moro Samaké, agent du service de l'agriculture, encadreur du périmètre maraîcher et du bas-fond aménagé.

A N'Tamadi proprement dit, les responsables suivants ont été rencontrés : M. Baby Coulibaly, chef de village et ses conseillers, les responsables du Comité de gestion du bas-fond, les responsables du périmètre maraîcher, les bénéficiaires des unités d'élevage de N'Tamadi. La visite s'est achevée par un repas offert par le village à l'endroit de la délégation et les mots de remerciements du sous-préfet et du chef de village.

Au total, trois villages sont couverts par le projet IESA dans la commune de Madina Sacko : Kofalan, Guégouan et N'Tamadi qui a fait l'objet de la présente visite. Le groupe cible est de 156 bénéficiaires directs dont 71% de femmes et 51% de jeunes. Les activités sont consacrées à l'exploitation des aménagements de PPM, de bas-fonds et celles de diversification à travers le petit élevage à cycle court. A ce jour 100% des bénéficiaires des unités d'élevage ont remboursé l'effectif initial. Le taux de mise en valeur du PPM avoisine les 95%. Au niveau du bas-fond, les hommes ont exploités 1200 m² en maraîchage avec l'échalote et la pomme de terre comme spéculations.

6.1) Les unités d'élevage

Les unités de trois (3) bénéficiaires ont été visitées. Au démarrage du projet en 2008, des unités d'élevage ont été mises en place (8 par village). L'unité est donnée sous forme de crédit remboursable en espèces ou en nature au bout de deux ans. Beaucoup ont remboursé à cette date. Les remboursements sont octroyés aux nouveaux demandeurs éligibles.



Une unité d'élevage village de N'Tamadi

Spécifiquement la visite a concerné en premier lieu l'unité d'élevage de Monsieur Madjou TOGOLA qui dispose d'une unité de caprins. Il a reçu du projet en 2010, 11 sujets dont 1 mâle et 10 femelles, aujourd'hui, il en dispose de 26. Son délai de remboursement de deux n'est pas encore échu.

La seconde visite a concerné l'unité d'élevage de Negué COULIBALY qui dispose d'une unité de Volaille. Il a reçu du projet en 2009, 11 sujets dont 1 mâle et 10 femelles, aujourd'hui, il en dispose de plus d'une centaine de sujets après déduction des ventes et de sa propre consommation. Il a déjà effectué son remboursement.



Mme la Représentante de Mauritanie dans une unité ovine



Une unité avicole village de N'Tamadi

La troisième visite a concerné l'unité d'élevage de Monsieur Mamadou TRAORE qui dispose d'une unité d'ovins. Il a reçu du projet en 2008, 11 sujets dont 1 mâle et 10 femelles, aujourd'hui. Il a totalement remboursé les 11 sujets de départ et son effectif actuel est de 28 sujets après la vente de 9.

6.2) Le périmètre maraîcher

Il est situé à proximité du village et compte 90 exploitants (hommes et femmes mais surtout des femmes). Les activités pratiquées sont : le maraîchage de contre saison froide (échalote), contresaison sèche (laitue) et la culture d'hivernale (maïs).



Une bénéficiaire du village de N'Tamadi arrosant sa parcelle avec un raccord

L'arrosage se fait manuellement à partir d'un puits et à partir d'une pompe manuelle (Nafasoro pompe) ou d'une pompe à pédale.

Le périmètre a bénéficié de multiples appuis de IESA : alphabétisation, attelage, petits équipements de maraîchage, grillage de clôture, pompe manuelle, semences par campagne, *compostière*.

Cependant les exploitants ont des vœux : l'acquisition d'une motopompe pour réduire la corvée de l'eau, l'extension du périmètre pour satisfaire la demande surtout des femmes et, la construction d'un magasin pour le stockage des produits récoltés. Ses vœux ont été exprimés au nom des bénéficiaires par Mme Molobaly Coulibaly, présidente du périmètre.

La délégation a rencontré des femmes très enthousiastes qui ont su se prêter aux questions des participants, les femmes ont été questionnées sur leurs conditions avant et avec le projet et comment elles comptent pérenniser ces acquis. Les femmes ont reconnu que le projet a été d'un très grand apport pour elles en matière de l'amélioration du menu familiale, de leur revenu par plus de participations financières aux charges de la famille. Les principales contraintes évoquées par les femmes sont : l'étroitesse de la superficie du PPM, la pénibilité constatée dans l'utilisation des moyens d'exhaure (pompe à pédale) et, le faible niveau de la lame dans le puits n°2 du PPM.



Une bénéficiaire du village de N'Tamadi arrosant sa parcelle avec une pompe manuelle

6.3) Le bas –fonds aménagé et le pont-barrage

Sous l'encadrement et l'appui de la Direction Régionale du Génie Rural de Koulikoro, un pont barrage avec les caractéristiques suivantes a été réalisé entre Décembre 2010 et Fin

janvier 2011 sur financement IESA : longueur : 210m, Largeur :3 m, Coût : 64 millions FCFA, Surface du plan d'eau : 7 ha.



Mise en valeur par le maraîchage a cote du pont barrage de N'Tamadi

L'objectif est de rendre possible la riziculture de bas-fonds pour les villages polarisés. Un comité de gestion a été mis en place. Les membres du comité de gestion ont été formés en gestion de l'ouvrage et en techniques de production de riz.

Avec la faiblesse de la pluviométrie de 2011, la riziculture n'a pas été possible. Pour cette contre saison, les membres/hommes du comité de gestion ont installé un petit périmètre maraîcher aux abords du barrage avec l'appui du projet IESA (semences et petits matériels).

La délégation a visité le site maraîcher aménagé par les hommes qui sont au nombre d'une quarantaine avec une exploitation collective. La clôture du PPM et les puisards sont l'œuvre des bénéficiaires eux-mêmes.

Le coordinateur régional du projet a fait un bref exposé sur les aspects technique en mettant l'accent sur la gestion de l'eau dans le bas-fond et surtout l'importance dans **le désenclavement de la zone**, notamment de la majorité des villages voisins pour l'accès aux marchés et aux services de santé jusqu'ici difficilement accessibles. Suite à l'exposé du coordinateur régional, quelques bénéficiaires se sont prêtés aux questions des participants notamment sur la gestion de l'eau et l'entretien de l'ouvrage.



Pont barrage du site de N'Tamadi réalisé avec l'appui de l'IESA

6.4) Leçons apprises, conclusion et recommandations pour la visite de site

La mission a constaté avec satisfaction l'engagement des bénéficiaires, des agents techniques de l'Etat et les Autorités locales pour mettre en valeur les réalisations de qualité du projet de l'IESA sur ce site.

Aussi, les femmes se sont appropriées du périmètre maraîcher et bénéficient de l'appui/conseil effectif des agents de terrain. Les activités d'élevage se développent positivement et méritent plus de suivi.

Le bas fonds n'est pas encore mis en valeur en matière de riziculture, mais la mission a apprécié le désenclavement des villages polarisés par cette infrastructure et le début de mise en valeur par le maraîchage.

Cependant, des synergies restent à développer pour une implication de l'encadrement agricole spécialisé dans la mise en valeur pour relayer le génie rural qui a fini de mettre en place cette infrastructure.

La mission a noté avec satisfaction l'évolution très positive des taux de remboursement des unités d'élevage ce qui est un cas très intéressant à étudier de près pour partager l'expérience avec les sites dans les différents pays où le fonctionnement du fonds revolving est mitigé pour les activités de diversification.

La mission a fait les recommandations suivantes :

- Promouvoir la synergie APRAO/IESA sur la mise en valeur du bas-fond, par la formulation d'un plan d'action d'ici la campagne prochaine,

- Mettre en place un dispositif de transfert de l'encadrement de la mise en valeur du bas-fond au service de l'agriculture, le génie rural suivra les aspects de maintenance de l'infrastructure et de gestion de l'eau.
- Renforcer les capacités des agents d'appui (élevage et agriculture) impliqués dans l'appui conseils sur les sites en techniques de production agricole (techniques d'agriculture intensive), et collecte de données de production, et d'accompagnement d'unités d'élevage (alimentation et prévention des petites maladies, etc.).
- Apprendre aux bénéficiaires à faire leur propre compte d'exploitation.
- Mettre en relation les bénéficiaires d'unités de volaille qui ont réussi avec des restaurateurs des grandes villes.
- Préparer des dépliants pour les prochaines rencontres lors des visites de terrain en insérant les informations générales sur les sites et les activités réalisées.
- A l'ensemble des bénéficiaires de pérenniser les acquis par l'entretien des investissements et la mise en place des fonds de roulement et l'application correcte des techniques de production apprises.

7) TRAVAUX JOUR 4 (15/12/201) : PROGRAMMATION 2012.

Avant le démarrage des travaux de cette journée, les participants ont eu l'honneur de recevoir **M. Manoj JUNEJA Adjoint au Directeur General, Chargé des Operations**. Après avoir encouragé les participants, M. JUNAJA a rappelé les grandes priorités mondiales en matière d'amélioration de la sécurité alimentaire et plus spécifiquement celles qui concernent l'Afrique. Aussi, il a insisté sur les stratégies de mobilisation des ressources et l'efficacité dans la mise en œuvre des projets pour l'atteinte des résultats escomptés.

Les présentations et discussions durant cette quatrième journée de l'atelier ont porté sur les programmes de travail 2012. D'abord les projets IESA ont fait leurs présentations suivies de celles des projets APRAO. Chaque série de présentations a été suivie de discussions pour la validation et les recommandations.

7.1) Programmes de travail 2012 IESA.

Ces présentations ont démarré avec celle de la coordination régionale. Les principaux justificatifs sur lesquelles se fonde le programme de travail de l'UGI sont :

- Le retard de l'établissement de l'UGI à FAO-SFW.
- Le bilan des activités et résultats de la feuille de route de la composante régionale retenue au troisième atelier de l'IESA.
- Le bilan des activités de l'année 2011 et des acquis sur le plan de travail exécuté.
- Les résultats, les constats, les recommandations des différentes missions d'appui aux projets nationaux.
- Des différentes conclusions retenues au niveau des études et consultations développées pendant l'année 2011.
- Les résultats et analyses ressorties depuis le démarrage et mise en place du système de suivi évaluation à niveau pays et régional.

L'UGI a pour objectif : Renforcer les projets nationaux de l'Initiative d'eau et sécurité alimentaire pour l'Afrique dans les cinq pays d'opération (Burkina Faso, Guinée, Mali, Niger et Sénégal). Ses résultats spécifiques sont :

- Résultat 1: La cohésion entre les pays de l'Initiative est assurée grâce au soutien des projets et le système de suivi et d'évaluation et la définition d'indicateurs d'impacts harmonisés.
- Résultat 2: Les projets nationaux sont renforcés par le partage d'expériences et la promotion des bonnes pratiques agricoles sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la gestion efficace de l'eau.
- Résultat 3: La visibilité et la communication entre les pays participant au projet auront été renforcés grâce à la mise en œuvre d'une base de données interactive et d'un site web de l'IESA.
- Résultat 4: Une vision stratégique commune et un programme de développement de l'initiative a été développée et sont efficaces.

Le programme de travail 2012 de l'UGI tournera essentiellement sur les principaux axes suivants :

- Axe1 : Renforcement des capacités de coordination du projet. Résultats attendus :
 - Les cinq pays de l'IESA ont été appuyés dans la coordination, l'harmonisation et sur les aspects techniques.
 - Le Cinquième Atelier Régional de l'IESA a été organisé
- Axe2 : Amélioration de la cohésion et l'harmonisation entre les pays de l'Initiative, à travers la mise en place de systèmes de suivi-évaluation et la définition d'indicateurs d'impacts consensuels, tant aux plans nationaux que régional. Résultats attendus :
 - Les pays de l'IESA ont été appuyés dans la consolidation de leur système de Suivi Evaluation.
 - La base de référence des indicateurs nutritionnels a été établie dans les pays de l'IESA et les méthodologies et techniques de collecte et d'analyse définies.
 - La revue technique tripartite a été mise en œuvre dans les différents pays de l'IESA.
- Axe3 : Mise en place de systèmes d'échanges d'expériences, et la promotion des bonnes pratiques (BP), en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de gestion /maitrise de l'eau. Résultats attendus :
 - Les échanges sur les bonnes pratiques entre acteurs de l'IESA ont été développés.
- Axe4 : Renforcement de la visibilité et de la communication entre les pays de la sous-région, mise en place d'une base de données interactive et d'un site Web propre à l'initiative. Résultats attendus :
 - Le Plan de Communication Régional a été validé et mis en œuvre.
 - Le site web et la base de données interactives sont finalisés et fonctionnels.
- Axe5 : Préparation et validation d'une vision stratégique commune et d'un programme pour l'Initiative Eau et Sécurité alimentaire pour l'Afrique. Résultats attendus :

- Une nouvelle vision stratégique et un nouveau programme pour l'IESA ont été préparés et validés.

La présentation de la coordination régionale IESA a été suivie par celle des pays : Mali, Guinée, Burkina Faso, Niger et Sénégal. Les pays dans leur programme de travail 2012 vont intervenir dans quatre axes principaux :

- Axe1 : Amélioration et sécuriser de la production agricole par l'aménagement des périmètres hydro-agricoles avec l'utilisation de techniques éprouvées. Dans cet axe, le résultat principal qui est visé est l'augmentation des superficies aménagées et l'amélioration du taux de mise en valeur des aménagements par une meilleure maîtrise de l'eau.
- Axe2 : Assurer une meilleure intensification de la production végétale avec comme résultats principaux l'augmentation de la disponibilité alimentaire par l'amélioration de la productivité.
- Axe3 : Promouvoir les activités de diversification avec comme résultats attendus une meilleure promotion du petit élevage auprès surtout des groupes les plus vulnérables dont les femmes et les jeunes et la diversification des revenus avec les AGR.
- Axe4 : Renforcer les capacités institutionnelles et techniques des organisations paysannes et de l'encadrement avec comme résultats attendus des organisations de producteurs capables de gérer et d'utiliser de manière durable les aménagements et les fonds de roulements pour l'intensification et la diversification et, des services techniques et agents d'encadrement capables de répondre de manière efficace à la demande d'encadrement des producteurs.

7.2) Le programme de travail 2012 APRAO

Les projets APRAO ont démarré leurs présentations par celle de la coordination régionale. La coordination régionale APRAO vise à appuyer la mise en œuvre efficace des projets nationaux sur la base d'un contexte marqué par :

- Une meilleure maîtrise du calendrier des activités, une amélioration notable des décaissements des fonds et de l'exécution budgétaire, ainsi qu'une mise en place complète du personnel technique du projet (national).
- Une préparation et mise en œuvre des stratégies nationales de développement du riz.
- Une meilleure connaissance d'objectifs, de ressources et de potentialités en matière de partenariat.
- Une bonne appropriation des Ministères de l'Agriculture des activités du projet dans les pays participants.

Compte tenu de ce contexte, les projets APRAO présentent les perspectives suivantes pour 2012 :

- Dispositions de politiques nationales pour le développement de la riziculture :
 - Consolidation des politiques nationales de développement du riz dans les pays participants.
 - Prévisions de productions nationales de riz en hausse.

- Prévisions des investissements nationales dans la production de riz en hausse dans les pays du projet.
- Des dispositions spéciales (ex. Périmètres attribués aux diplômés chômeurs en Mauritanie).
- Consolidation des acquis du projet.
- Consolidation des partenariats et recherche éventuelle de nouvelles alliances.
- Optimisation des expertises techniques développées/ renforcées à travers les formations des différents acteurs de développement du riz par :
 - Un renforcement des activités de production de paddy pour rentabiliser les semences de qualité (certifiées) R1 et R2 générées en 2011 avec la contribution du projet ;
 - Un renforcement des activités de transformation et de commercialisation.
- Renforcement des équipes techniques du projet : meilleur rapprochement et interactions renforcées entre la coordination régionale et les coordinations nationales.
- Développement d'une plus grande visibilité des actions du projet.
- Une plus grande intégration des activités du projet dans les programmations des campagnes agricoles annuelles des pays.

Sur la base de ce contexte et des perspectives dressées par la coordination régionale, les différents pays ont présenté leurs programmes de travail respectifs. Les pays après avoir fait le rappel des principaux résultats 2011, ont présenté les projections nationales sur le riz. Par suite, ils ont présenté les principales activités/actions à entreprendre, les acteurs concernés, les produits attendus et les échéanciers de ces réalisations. Ensuite chaque pays a tiré les conclusions en insistant sur les défis majeurs 2012.

7.3) Discussions et recommandations.

A la fin des présentations des échanges ont eu lieu, des questions ont été posées et des constats ont été faits. Les commentaires/constats et questions posées ont porté principalement sur :

Projet IESA :

- Les programmes exposés sont à des niveaux différents : Certains ont déjà fait l'objet de validation nationale et sont détaillés avec des objectifs quantifiés précis, alors que d'autres restent encore imprécis, sans objectifs quantifiés/chiffrés et n'ayant pas encore fait l'objet de validation nationale ;
- La nécessité de ressortir l'expérience menée en matière de rizipisciculture ;
- Le programme du Mali doit prévoir des actions de diversification génératrices de revenus et leur budgétisation notamment en matière d'élevage (bonnes pratiques) ;
- Le manque de référence aux PNSA et aux Stratégies nationales de sécurité alimentaire (ex. Mali dont le PNSA a été élaboré avec l'appui de la FAO) a été souligné ;
- La nécessité de préciser l'impact de la coopération Sud-Sud (Exemple du Mali avec la Chine dans le domaine de la recherche agronomique sur le riz) ;
- La nécessité de prévoir les ateliers de validation des bonnes pratiques ;

Les recommandations ont porté sur :

- Réviser les types de moyens d'exhaure proposés pour prendre en compte les besoins des bénéficiaires (bassins en plus des pompes à pédale, puits surcreusés, introduction de pompes solaire à faible coût, etc.) ;
- Prendre en compte la revue technique qui doit être réalisée impérativement dans les différents pays ;
- Budgétiser l'élaboration de la vision commune et la tenue des revues tripartites par pays ;
- Elargir les AGR et ne pas se limiter à l'élevage seulement ;
- Pour le Niger : transférer les budgets « consultants » dans les rubriques des activités concernées pour alléger le budget de la rubrique « coordination » ;
- Pour la Guinée : transférer les étangs piscicoles dans la diversification.

Projet APRAO

- Les programmes exposés ont été uniformes et ont permis de ressortir le contexte régional et national, les acquis, les perspectives, la partenariat à consolider, les acteurs –clés ciblés.
- Plus spécifiquement, les commentaires ont porté sur :
 - Le suivi & évaluation a manqué d'indicateurs de résultats ;
 - L'adéquation entre les actions de subventions étatiques et celles menées le projet au niveau des fonds de roulement ;
 - La nécessité d'inclure dans les programmes 2012 une étude « analyse-genre » ;

Les recommandations ont porté sur :

- La nécessité de prendre en compte la durabilité des équipements ;
- L'importance de l'harmonisation des activités avec les stratégies nationales, assurer le suivi évaluation sur la base d'indicateurs précis ;
- Une meilleure prise en compte de la question genre.

8) TRAVAUX JOUR 5 (16/12/201) : QUELLE NOUVELLE VISION STRATEGIQUE IESA ?

Avant le démarrage des travaux de cette journée, Mme Anisah OSMAN en charge de suivi opérationnel des projets à SFW a fait une présentation sur les décaissements des projets et les aspects opérationnels pour améliorer leur mise en œuvre.

8.1) Eléments de base de la nouvelle vision stratégique IESA.

Les travaux de cette journée ont porté sur la démarche d'élaboration de la nouvelle vision stratégique de l'IESA et la méthode d'opérationnalisation des nouveaux axes stratégiques. Pour mieux poser les problématiques, Monsieur Sourakata Bangoura de TCSF Rome a introduit les travaux par un exposé qui a été très bien apprécié par les différents participants.

Il s'agira de définir une nouvelle vision stratégique de l'IESA de sorte que ce nouveau programme puisse contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays de la CEDEAO à travers la maîtrise, la bonne gestion de l'eau et le renforcement des capacités nationales.

Pour mieux assurer la place de cette nouvelle vision dans les stratégies et politiques au niveau de la CEDEAO en matière de développement agricole, les éléments suivants devront

nécessairement être pris en compte : i) les politiques et stratégies nationales et régionales de développement agricole, ii) les programmes nationaux et régionaux d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, iii) le Programme détaillé de développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA).

Pour indication, l'Expert en Sécurité alimentaire de TCSF a donné des éléments qui pourront constituer au moins la base des axes stratégiques de cette nouvelle vision :

- Axe1 : Promotion des bonnes pratiques (approches de gestion et maîtrise de l'eau, renforcement des capacités, genre et équité, adaptations aux changements climatiques en appui à la sécurité alimentaire).
- Axe2 : Intensification, diversification et amélioration des capacités techniques productives.
- Axe3 : Renforcement des capacités organisationnelles et de gestion des acteurs.
- Axe4 : Valorisation des productions alimentaires (chaînes des valeurs).
- Axe5 : Nutrition.
- Axe6 : Développement et entretien des infrastructures (aménagements, pistes, marchés, etc.).
- Etc.

La nouvelle vision stratégique de l'IESA pour sa mise en œuvre, devra s'appuyer sur trois principes directeurs :

- Le renforcement des synergies.
- Le développement des partenariats.
- Insertion dans les programmes prioritaires de développement régionaux et nationaux.

Pour son opérationnalisation, cette nouvelle vision IESA devra s'appuyer sur des axes stratégiques clairs et se décliner en un programme d'action régional au niveau de la CEDEAO, déterminer les pays prioritaires et les priorités nationales et, établir des zones d'extension possibles. Son budget devra être élaboré suivant les axes stratégiques, les pays et les partenaires possibles (AECID, etc.).

Ensuite l'Expert en Sécurité alimentaire de TCSF a présenté une feuille de route indicative pour l'élaboration de cette nouvelle vision stratégique en 2012 :

- Elaboration des TDR (plan d'action nationaux et éléments de la vision régionale) en janvier 2012.
- Préparation de la vision (réalisation des études nationales et l'étude régionale) en avril-mai 2012.
- Recherche de financement et négociation en septembre-octobre 2012.
- Mise en œuvre : 2013-2017.

8.2) Travaux de groupes sur les recommandations des EB, contribution à la nouvelle vision.

Les termes de référence des commissions de travail se résument comme suit :

Remplir sur un tableau, par recommandation : l'argumentation principale, les activités à promouvoir, l'identification de structures responsables et les résultats attendus,

Après analyse proposer une vision (tenant compte des recommandations et des activités proposées), en impliquant les différents acteurs (Bénéficiaires, le pays et ses services déconcentrés), les projets en synergie (exemple IESA/APRAO/Autres) tout en s'inscrivant dans la durée ; trois orientations ont été identifiées pour l'atteinte des objectifs :

Option 1 : Axée sur la synergie entre projets

Option 2 : Axée sur le partenariat

Option 3 : Axée sur le transfert de compétences et la durabilité

Rappel des sept axes stratégiques (recommandations) formulés par l'Evaluation par les bénéficiaires :

- R1. Revoir les stratégies de ciblage pour mieux toucher les groupes les plus vulnérables (y compris les jeunes et les femmes) dans les sites des projets de l'initiative.
- R2. Revoir les précédés et innovations techniques introduites pour la maîtrise de l'eau dans le cadre de l'IESA à la lumière des bonnes pratiques enregistrées dans les différents pays.
- R3. Revoir dans les différents pays les systèmes d'encadrement et d'appuis conseils pour les producteurs afin de mieux prendre en compte la maîtrise et la gestion de l'eau plus efficaces dans les sites des projets.
- R4. Améliorer le volet renforcement des capacités organisationnelles des producteurs et la sensibilisation des bénéficiaires surtout pour la gestion des infrastructures hydrauliques et des périmètres.
- R5. Analyser les meilleures pratiques en matière de financement rural dans les différents pays, en tirer les plus adaptées aux groupes les plus vulnérables pour mettre en place un système d'approvisionnement (intrants et matériels agricoles) stable et durable et un mécanisme de pérennisation des AGR.
- R6. Analyser la possibilité d'intégrer les aspects liés à la commercialisation dans les projets IESA en prenant en compte les meilleures pratiques les plus adaptées au contexte et la nature des bénéficiaires des projets.
- R7. Analyser la possibilité d'intégrer dans les stratégies de communication et d'appuis conseils des projets la prise en compte de la dimension Utilisation de la sécurité alimentaire : consommation appropriée et hygiène alimentaire

Pont barrage du site de N'Tamadi réalisé avec l'appui de l'IESA



Groupe de travail pour l'opérationnalisation des recommandations de l'EB des projets IESA

Les options proposées. Au total trois options ont été proposées par les commissions de travail :

Option 1 (axée sur la synergie entre projets) :

Identifier les projets et autres acteurs de développement et déterminer les domaines où les synergies sont possibles

Option 2 (axée sur le partenariat)

- Impliquer les autres acteurs (ONG, OP, Société civile) dans le cadre d'un partenariat
- Développement le partenariat dans le

Option 3 (axée sur le transfert de compétences et la durabilité)

Renforcement des capacités des OP en matière d'organisation, de gestion des infrastructures hydrauliques, d'accès au système de financement et de la prise en compte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

9) CEREMONIE DE CLOTURE.

La clôture de l'atelier conjoint des programmes IESA et APRAO appuyés par la Coopération Espagnole a été présidée par M. François RASOLO Représentant de la FAO au Burkina Faso. D'abord, M. Rasolo a rappelé l'importance de cet atelier pour améliorer les résultats en matière de sécurité alimentaire notamment pour les populations les plus vulnérables. Aussi, il a souligné l'engagement des participants et l'importance des résultats atteints.

Par la suite, le Président de séance a remis la parole à M. Abdourahmane BA RSE IESA en sa qualité de coordonnateur des rapporteurs pour faire la lecture de la synthèse des travaux et des recommandations.



Mr François RASOLO, Représentant de la FAO au Burkina, président la cérémonie de clôture de l'atelier

La Coordinatrice Générale AECID, Bureau Technique de Coopération au Mali, Mme Emma Sánchez-Fuentes Díaz, a pris la parole pour féliciter à son tour les participants pour l'importance des résultats obtenus et a informé l'assistance de l'approbation d'une enveloppe supplémentaire pour renforcer la mise en œuvre de l'IESA et la Coordination Régionale. En outre, elle a réaffirmé l'engagement de la Coopération Espagnole dans

l'appui des efforts de réduction de l'insécurité alimentaire en Afrique et de l'exode rural des jeunes. Cet engagement, a-t-elle dit, continuera à se matérialiser dans les programmes IESA et APRAO.

Parole a été ensuite donnée à Madame Mariam MAHAMAT NOUR, Représentante de la FAO en Mauritanie, qui, au nom de tous les participants a remercié l'Etat du Mali d'avoir bien voulu abriter les travaux de cet atelier, tout le staff de la FAOR Mali et des projets pour l'engagement et l'efficacité qui ont permis d'atteindre les résultats de l'atelier. Enfin, Mme Nour a félicité le Représentant de la FAO au Mali, M. Thierry Ange ELLA ONDO pour l'organisation simultanée réussie de deux travaux de cette envergure et la réception d'une mission importante au Mali de M. Manoj JUNEJA Adjoint au Directeur General, Chargé des Operations.



Mme. Mariam MAHAMATNOUR, Représentante de la FAO en Mauritanie, lisant le message de remerciements

Enfin, le discours de clôture a été prononcé au nom du Ministre de l'Agriculture du Mali, par M. Abdoulaye COULIBALY, Coordonnateurs des projets Espagnols et FAO. Il a remercié les participants de la part de Ministre et du Gouvernement Malien. Après avoir constaté les résultats importants de l'atelier, il a exhorté les différents acteurs à tout mettre en œuvre pour réaliser l'ensemble des recommandations dans les délais requis.

Après discussion à l'interne pour le point concernant le lieu du prochain atelier régional IESA APRAO, deux candidatures ont été reçues : la Guinée et la Mauritanie. Compte tenu de l'intérêt que présente ces deux pays pour les projets et l'engagement des deux FAOR, l'atelier n'a pu prendre une décision finale et s'en réfère à SFW pour la décision finale. Ainsi, le pays qui abritera le prochain atelier et la date indicative de sa tenue seront communiqués ultérieurement.

10) ANNEXES

10.1) Discours de bienvenue du Représentant de la FAO au Mali

- Monsieur le Ministre de l'Agriculture ;
- Excellence Madame l'Ambassadrice du Royaume d'Espagne au Mali ;
- Excellence Monsieur l'Ambassadeur d'Afrique du Sud au Mali ;
- Monsieur le Coordinateur sous-régional de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest ;
- Mesdames et Messieurs les Représentants de la FAO ;
- Messieurs les délégués pays, travaillant à la mise en œuvre des projets IESA et APRAO ;
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Partenaires Techniques et Financiers ;
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Services Techniques ;
- Honorables invités ;
- Mesdames et Messieurs ;
- En vos rangs et qualités

Permettez moi avant tout, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, au nom de SEM Jacques DIOUF, Directeur Général de la FAO, de vous remercier pour avoir accepté de présider la présente cérémonie d'ouverture de l'atelier conjoint des Programmes « **Initiative Eau et Sécurité Alimentaire** » (IESA) et « **Programme pour l'amélioration de la production de riz en Afrique de l'Ouest pour répondre à la Flambée des prix des denrées alimentaires** » (APRAO), financés par le Royaume d'Espagne au Mali, à travers l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID), La République sud-africaine et la FAO

Je voudrais tout d'abord saluer la présence parmi nous de S.E. Madame l'Ambassadrice du Royaume d'Espagne au Mali ainsi que SEM l'Ambassadeur d'Afrique du Sud au Mali qui, malgré leurs agendas remplis en cette fin d'année, ont bien voulu honorer de leur présence, cette cérémonie d'ouverture, voulant ainsi marquer, si besoin en était encore, tout l'intérêt qu'ils accordent à ces programmes.

Je voudrais aussi saluer le Coordinateur sous-régional de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest, Monsieur Musa Saïhou M'Benga dont la présence rehausse d'avantage l'intérêt de cet atelier. Mes salutations vont également à l'endroit de mes chers collègues, homologues de la FAO et du Système des Nations Unies au Mali qui ont bien voulu accepter d'être présents pour prendre part aux travaux de cet atelier.

Je voudrais aussi saluer la présence des délégués pays, venus d'autres pays et du Mali pour participer aux travaux de cet atelier. Je voudrais vous souhaiter à tous la bienvenue en terre africaine sœur du Mali.

Comme on dit ici « Vous avez quitté chez vous, vous êtes arrivés chez vous ! », « Aw Bissimillah ! ».

Nous vous souhaitons à tous un agréable séjour au Mali et vous saurions gré de bien vouloir pardonner les désagréments que vous avez subi depuis votre arrivée au Mali et que vous ne manquerez pas de connaître probablement lors de votre séjour parmi nous. Nous mettrons tout en œuvre, en ce qui nous concerne, mon équipe et moi, pour que ce séjour au Mali vous soit le plus agréable possible.

C'est sur cette de bienvenue que je m'associe aux autorités du pays pour vous souhaiter des travaux fructueux.

10.2) Discours du Coordonnateur SWF, M. Musa Saihou MBENGA

- Monsieur le Ministre de l'Agriculture,
- Madame l'Ambassadeur du Royaume d'Espagne,
- Mesdames et Messieurs les Représentants de la FAO,
- Mesdames et Messieurs les Coordonnateurs et Experts de projets,
- Chers collègues du Siège, du bureau sous régional de la FAO,
- Honorables invités,
- Mesdames et Messieurs.

C'est un grand plaisir pour moi de m'exprimer au nom du Bureau régional Afrique de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), à l'occasion de cette atelier conjoint de deux programmes financés par le Royaume d'Espagne à savoir : l'Initiative Eau et Sécurité Alimentaire pour l'Afrique (IESA) et, le projet d'Amélioration de la Production de riz en Afrique de l'Ouest en Réponse à la Flambée des Prix des denrées Alimentaires (APRAO).

Je voudrai à cette occasion, signifier toute notre gratitude à Monsieur le Ministre de l'Agriculture de la République du Mali, à l'ensemble du Gouvernement et au peuple Malien pour avoir bien voulu accepter d'abriter et de participer à cet atelier.

La présence de Monsieur le Ministre à cette cérémonie d'ouverture est le témoignage de la confiance que le Gouvernement de la République du Mali a toujours placée en notre organisation. Je voudrai donc, au nom de tous les participants vous témoigner Monsieur le Ministre et, à travers vous le Gouvernement Malien, toute notre gratitude pour l'hospitalité et les facilités pour rendre agréables notre séjour et la tenue de l'atelier.

Je voudrai ensuite souhaiter la bienvenue à l'Ambassadeur du Royaume d'Espagne et exprimer notre gratitude envers lui et le Gouvernement de l'Espagne qui nous appuie financièrement et techniquement dans tous les deux projets. Je souhaite aussi la bienvenue à l'ambassadeur de la République d'Afrique du Sud qui a bien voulu accepté d'appuyer financièrement l'Initiative.

Je salue les Représentants de la FAO, les Coordonnateurs et Experts ainsi que tous les autres collègues qui ont accepté de faire le déplacement à Bamako pour participer à cet atelier. Cette forte présence témoigne de l'intérêt que nous plaçons tous à l'initiative Eau et Sécurité Alimentaire pour l'Afrique et au projet d'Amélioration de la Production de riz en Afrique de l'Ouest en Réponse à la Flambée des Prix des denrées Alimentaires (APRAO) quant à leur capacité à contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, en particulier à la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest.

Mesdames et Messieurs.

Comme vous le savez, la FAO en partenariat avec l'UN-Water, l'Union Africaine, le Conseil des Ministres Africains de l'Eau (AMCOW), la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), a organisé à Syrte – Libye- en décembre 2008, une conférence de haut niveau sur « *L'eau pour l'agriculture et l'énergie en Afrique : Les défis du changement climatique* ». Dans la déclaration adoptée à la fin de cette conférence, l'ensemble des Ministres africains et leurs partenaires avaient résolument réaffirmé leur engagement « *en faveur de la Vision africaine de l'eau 2025 et de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et plus particulièrement de ceux ayant trait à l'eau et à l'éradication de la pauvreté et de la faim* ».

Lors de la Conférence internationale sur le financement de la politique agricole régionale de l'Afrique de l'Ouest tenue à Abuja –Nigeria- en novembre 2009, le Pacte régional de partenariat pour la mise en œuvre du PDDAA a été Adopté par les Etats de la CEDEAO et

leurs partenaires. Le rôle déterminant de l'Agriculture dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire et dans le développement économique et social des Etats avait été réaffirmé.

Le Royaume d'Espagne en partenariat avec la FAO a lancé ces deux programmes complémentaires (IESA et APRAO) pour contribuer à la réalisation des objectifs du PDDAA à travers les axes stratégiques que sont l'appui à la modernisation des exploitations agricoles, le développement de l'irrigation, la structuration des organisations de producteurs, la promotion de la transformation et de la valorisation des produits agricoles.

L'IESA vise à soutenir les efforts des pays bénéficiaires dans la recherche de la sécurité alimentaire à travers une meilleure valorisation de leurs ressources en eau et le développement de l'agriculture irriguée à moindre coût. Ce programme vient ainsi renforcer les stratégies et programmes nationaux de sécurité alimentaire (PNSA et PNIA).

De même le projet régional APRAO vise à contribuer à la l'atteinte de la Sécurité Alimentaire en augmentant la productivité et la production du riz en Afrique de l'Ouest. Il s'inscrit aussi dans le premier programme mobilisateur du PDDAA qui porte sur la « *Promotion des produits stratégiques pour la souveraineté alimentaire* » dont l'objectif est d'accompagner toutes les initiatives et stratégies régionales de développement des filières agro-alimentaires afin d'améliorer les revenus des populations rurales, de réduire la dépendance alimentaire des États Membres de la CEDEAO et de moderniser les systèmes de production. Ce projet respecte à cet effet, la priorité qui a été donnée aux filières riz, maïs et manioc dans la composante PDDAA : « *Promotion des produits alimentaires concourant à la souveraineté alimentaire* ».

Mesdames et Messieurs.

Cet atelier régional conjoint va permettre aux différents pays bénéficiaires des projets, les FAOR et l'ensemble des participants, de faire la situation de l'état d'avancement des projets surtout en insistant sur les résultats obtenus, les leçons apprises et les expériences respectives, pour proposer au sortir de nos travaux des plans d'actions pour l'année 2012 qui pourront consolider les acquis et améliorer les impacts. C'est un moment très important de partage de l'information capitalisée et de prise de décisions pour le futur en tenant en compte, des synergies nécessaires pour améliorer l'impact de nos actions sur les populations rurales et périurbaines. Ce sera aussi l'occasion lors des visites de terrain d'apprécier les réalisations des projets du Mali et d'échanger avec les bénéficiaires et les différents partenaires locaux qui les appuient.

Je vous exhorte, chers participants, à donner le meilleur de vous-même dans un esprit constructif pour qu'au sortir de l'atelier tous les objectifs et résultats que nous nous sommes fixés soient atteints.

Mesdames et Messieurs.

Permettez moi, avant de terminer mon propos d'adresser au nom des pays bénéficiaires et de la FAO, nos sincères remerciements au Royaume d'Espagne pour son assistance continue et, son importante contribution financière et technique.

Je souhaite plein succès aux travaux de l'atelier conjoint IESA APRAO.

Je vous remercie.

10.3) Discours de Mme l'Ambassadeur de l'Espagne au Mali

SALUDOS

Mr. Le Ministre de l'Agriculture

Mr. Le Coordonnateur régional de la FAO

Mr. Le Représentant de la FAO au Mali

Mesdames et Messieurs, distingués invités

INTRODUCCIÓN: COMPROMISO ESPAÑA CON LA SEGURIDAD ALIMENTARIA Y LA FAO

C'est un plaisir pour moi participer dans la séance d'ouverture de cet atelier régional de suivi des projets de l'Initiative Eau et Sécurité Alimentaire pour l'Afrique (IESA) et du Programme pour l'Amélioration de la Production du Riz en Afrique de l'Ouest en Réponse à la Flambée des Prix des Denrées Alimentaires (APRAO) ; des initiatives qui, comme vous savez, sont financées par la Coopération espagnole à travers de l'AECID.

Comme vous connaissez bien, l'Espagne a fait du développement rural, la lutte contre la faim et la sécurité alimentaire l'une des priorités fondamentales de sa politique de développement.

Ainsi, entre 2008 et 2009, l'Espagne a compromis la somme de 1500 millions d'euros pour la période 2009-2012 en matière de sécurité alimentaire, nutrition et développement agricole.

Cet engagement financier s'est trouvé renforcé par l'organisation à Madrid, en Janvier 2009, de la Réunion de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire.

L'Espagne a aussi été présente dans les débats dans L'Aquila et dans le G20 en matière de lutte contre la faim et du développement agricole.

Nous avons aussi renforcé nos liens avec des initiatives régionales comme les deux initiatives dont les résultats on présente aujourd'hui et nous avons contribué d'une manière décisive à la mise en place de nouveaux mécanismes de l'appui à la sécurité alimentaire comme le Programme Global de Sécurité Alimentaire et d'Agriculture (GAFSP par ses sigles en anglais), ensemble avec d'autres donateurs des partenaires (l'États-Unis, le Canada, l'Irlande, la Corée du Sud, l'Australie et l'Initiative Bill et Melinda Gates).

Force est aussi de rappeler la longue tradition de collaboration que notre pays a avec la FAO : en 2010 Espagne a contribué avec plus de 33 millions d'euros à l'Organisation¹. Cela signifie que la FAO est et a toujours été l'un des partenaires les plus importants de l'Espagne dans la lutte contre la faim. Pour la Coopération espagnole au développement, la FAO est un partenaire clé pour l'atteinte de l'OMD 1 : la lutte contre la faim et la pauvreté extrême.

MENCIÓN A LAS DOS INICIATIVAS DEL TALLER : IESA Y APRAO

Les deux initiatives que cet atelier a le propos d'évaluer pendant ces jours représentent aussi unes des figures de proue de la coopération espagnole dans le domaine de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest.

¹ Contribuciones voluntarias: 9 millones aprobados por CIFAD en diciembre 2010 más 6,524 millones por subvención de Estado AECID. El total voluntarias: 15, 524 millones. Se suma posteriormente la contribución obligatoria (11 millones de euros). El fondo humanitario ofrece una cuantía adicional de 7 millones de euros.

L'Initiative Eau et Sécurité Alimentaire en Afrique (IESA) vise à soutenir les efforts des pays et de la FAO dans l'atteinte de la sécurité alimentaire par une meilleure valorisation du potentiel en eau et le développement de l'agriculture irriguée. L'Initiative s'est concrétisée, comme vous savez, à partir de 2007 par le lancement de ses premiers projets au Burkina Faso, en Guinée, au Mali, au Sénégal et au Niger (en 2008).

L'objectif global des projets nationaux de l'Initiative est d'améliorer la situation alimentaire et nutritionnelle de la population par la maîtrise de l'eau.

L'Initiative a bénéficié au départ pour les projets nationaux initialement d'une enveloppe de 17,9 millions USD octroyée par l'AECID. La Coordination Régionale de l'Initiative (UGI IESA) a aussi bénéficié de la part de l'AECID d'une enveloppe de 1,58 million USD pour la mise en œuvre de ses activités.

De l'autre côté, l'Initiative « Amélioration de la Production de riz en Afrique de l'Ouest en Réponse à la Flambée des Prix des denrées Alimentaires » (APRAO) est aussi bien important pour la coopération espagnole, surtout, dans le contexte actuel de la flambée des prix des denrées de première nécessité, un des problèmes le plus graves de nos jours.

C'est la raison pour laquelle, dans le but de contribuer à la lutte contre la flambée des prix des denrées de première nécessité de manière spécifique dans les pays de l'Afrique de l'ouest, le Gouvernement de l'Espagne, à travers la FAO, a accepté de financer un projet régional pour contribuer à accroître de façon durable la production rizicole nationale dans cinq pays de la région dont le Sénégal, le Mali, le Niger, la Mauritanie et la Côte d'Ivoire.

Cette initiative vise à appuyer les bénéficiaires directs: les petits producteurs et productrices, les transformateurs, les commerçants, les structures nationales de recherche et de développement agricole, de même que les associations professionnelles et interprofessionnelles, et les ONG concernées par le développement du riz et il s'agit d'un projet intégrale en tant qu'il prend en compte les acquis (technologies agricoles, expérience scientifique, technique et pédagogique) engrangés par les systèmes nationaux et internationaux de recherche et de développement agricole, et aussi les projets antérieurs ou en cours de la FAO.

AGRADECIMIENTOS, DESPEDIDA

Mr. Le Ministre de l'Agriculture

Mr. Le Coordonnateur régional de la FAO

Mr. Le Représentant de la FAO au Mali

Mesdames et Messieurs, distingués invités

Je voudrais en conclure par remercier le travail de l'équipe de la FAO, par l'engagement qu'ils ont mis à l'idée célébrer cet atelier régional à Bamako.

Je souhaite que l'atelier soit un succès et qu'on peut partager les informations sur l'état d'avancement des projets ainsi que tirer des leçons et surtout proposer des perspectives de futur en tenant compte des ressources disponibles et des délais restants.

Ayez le bien présent que, dans cela et dans d'autres chemins, vous pouvez toujours compter sur l'Espagne comme un allié dans la lutte contre la faim et la pauvreté.

Merci beaucoup.

10.4) Discours d'ouverture de M. le Ministre de l'Agriculture du Mali

- Monsieur le Coordinateur sous-régional de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest ;
- Madame l'Ambassadeur du Royaume D'Espagne
- Monsieur les Représentants Régionaux des projets IESA et APRAO ;
- Mesdames et Messieurs les Représentants de la FAO ;
- Mesdames et Messieurs les représentants des structures et organisations internationales ;
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Partenaires Techniques et Financiers ;
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Services Techniques nationaux ;
- Mesdames et Messieurs les Représentants de la Société civile et de la Presse Publique et Privée;
- Honorables invités ;
- Mesdames et Messieurs ;

Permettez – moi de souhaiter la bienvenue et un agréable séjour à Bamako à tous les participants notamment ceux venus de l'extérieur et tous ceux qui ont fait le déplacement.

Je suis en effet très honoré de présider ce matin la présente cérémonie d'ouverture consacrée au lancement des travaux de l'atelier régional conjoint des projets « Initiative Eau -Sécurité Alimentaire (IESA) et Amélioration de la production de riz en Afrique de l'Ouest (APRAO) », organisé par la FAO et mon département.

Je voudrais saluer l'initiative prise par la FAO avec l'appui technique et le soutien financier du Royaume d'Espagne. Celle d'avoir réservé une suite favorable à la requête formulée par les Gouvernements de sept (7) pays d'Afrique de l'Ouest, à savoir : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal.

Ces projets visent à soutenir les efforts des pays et de la FAO dans l'atteinte de la sécurité alimentaire par une meilleure valorisation du potentiel en eau et le développement de l'agriculture irriguée et contribuer à l'accroissement de façon durable des productions rizicoles dans les pays que je viens de citer.

De nos jours, les crises alimentaires sont de plus en plus complexes et multifformes que par le passé. La population régionale a doublé, l'objectif de notre politique agricole doit viser une approche garantissant la souveraineté alimentaire, réduire la dépendance vis-à-vis des importations en accordant la priorité à la sécurité alimentaire telle que définie par le sommet mondial de l'alimentation.

Le Mali, à l'instar des autres pays (IESA/APRAO) a connu cette année un déficit de pluviométrie et une baisse drastique de la crue sur les principaux cours d'eau. Les effets ont été surtout ressentis au niveau de la production des céréales avec pour conséquence, la flambée des prix des denrées, provoquant ainsi des tensions sociales dans la plupart de nos états.

Face à cette inquiétude, je vous invite à :

- partager les différentes expériences et connaissances que vous nous avez amené de vos pays respectifs;
- Suggérer des stratégies pour améliorer la productivité de l'eau agricole ;
- Donner des outils aux décideurs politiques sur comment contribuer à la sécurité alimentaire dans un contexte de changement climatique.

Mesdames et Messieurs

Pendant ces 4 jours de travaux, plusieurs questions relatives à la productivité de l'eau d'irrigation, à l'atteinte de la sécurité alimentaire et l'amélioration de la production de riz en Afrique de l'Ouest seront débattues, à savoir entre autres :

- Le contexte de la situation nutritionnelle ;
- La couverture et le ciblage des projets ;
- Les résultats au niveau de l'intensification agricole, de la maîtrise de l'eau, de l'accès à la terre, des activités de diversification et le renforcement des capacités techniques et organisationnelles.

C'est en raison de ces atouts que nos gouvernements, dans une démarche volontariste, avec l'appui technique et le soutien financier de la FAO et du Royaume d'Espagne, ont décidé avec conviction de donner une réponse à la sécurité alimentaire telle que définie par le sommet mondial de l'alimentation à savoir :

- La disponibilité physique des aliments ;
- L'accès économique et physique des aliments ;
- L'utilisation des aliments ;
- et la stabilité des trois (3) autres dimensions dans le temps.

Cette rencontre de haut niveau vous donnera l'occasion de débattre sur les problèmes d'atteinte de la sécurité alimentaire, en réponse à la flambée des prix des denrées. C'est pour vous dire qu'un des enjeux de la politique agricole de notre Gouvernement demeure l'auto suffisance alimentaire à travers le développement de la riziculture dans les tous les écosystèmes favorables aux trois systèmes de riziculture : à maîtrise totale de l'eau, de bas fonds et le pluvial.

L'analyse des différentes contraintes de production dans ces systèmes de production rizicole montre le rôle déterminant de l'utilisation des semences améliorées et des engrais minéraux comme faisant partie des facteurs les plus décisifs pour l'augmentation de la production et la productivité.

Mesdames et Messieurs ;

Selon le rapport d'évaluation externe du Programme GIPD d'Août 2010, la diffusion des paquets techniques performants de production dans les champs écoles a permis d'accroître les rendements des cultures de 15 à 20% et les revenus des producteurs de 25 à 30%. Les témoignages des interviewés sont clairs, et unanimes, sur les avantages économiques et financiers de l'approche GIPD.

C'est dans ce contexte que vous aurez donc à examiner avec beaucoup de rigueur la pertinence des axes stratégiques prioritaires et le plan d'action pour la mise en œuvre des actions communes à engager au plan sous-régional pour l'atteinte de la sécurité alimentaire et la maîtrise de l'eau desdits projets.;

Je reste persuadé que la dynamique qui est ainsi enclenchée pourra contribuer à l'atteinte des résultats du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la pauvreté dont nos pays se sont dotés pour baliser et impulser leur Développement Economique et Social.

Avant de terminer mon propos, permettez-moi de remercier une fois de plus, la FAO et le Royaume d'Espagne pour leur appui technique et financier à la mise en œuvre de ces projets. Je voudrais également exprimer toute ma gratitude à l'ensemble des partenaires techniques et financiers du secteur du développement rural pour les efforts et le soutien à l'atteinte de la sécurité et de la souveraineté alimentaire.

En souhaitant pleins succès à vos travaux, je déclare ouvert l'atelier régional conjoint des projets « Initiative Eau -Sécurité Alimentaire (IESA) et Amélioration de la production de riz en Afrique de l'Ouest (APRAO)».

Je vous remercie.

10.5) Liste des participants

N°	Pays/Structure	Nom et Prénom Participant	Fonction	Contacts (e-mail/Phone)
1	FAOR Mauritanie	Mme. Mariam MAHAMAT NOUR	Représentant FAO	Mariam.Mahamatnour@fao.org
2	FAO/Mauritanie	M. Ahmeda MOHAMED AHMED	Assistant FAOR/Programme	Mohamedahmed.Ahmeda@fao.org
3	FAO/Mauritanie	M. Mamadou DIOP	Expert FAO, Coord. Nat. APRAO	Mamadou.Diop@fao.org
4	FAO/Mauritanie	M. Ahmedou Yahya Ould SID ELEMINE	Assistant Technique APRAO	yahbena1960@yahoo.fr
5	FAO/Burkina Faso	M. François RASOLO	Représentant FAO	Francois.Rasolo@fao.org + 226 7020 0734
6	FAO/Burkina Faso	M. Daouda KONTONGOMDE	AFAOR / Programme	Daouda.Kontongomde@fao.com
7	FAO/Burkina Faso	M. Seydina Oumar TRAORE	Coord.Nat. GCP/BKF/049/SPA (PIAME)	seydina02@yahoo.fr
8	FAO/Burkina Faso	M. Noraogo Jean Bernard DAMBRE	Responsable Suivi-Evaluation IESA	dambrejean@yahoo.fr + 226 7126 3877
9	FAO/Guinée	M. Isaias ANGUE OBAMA	Représentant FAO	Isaias.angueobama@fao.org + 224 6382 9689
10	FAO/Guinée	M. Alpha Yagouba DIALLO	Coord. Nat.I FAO	yagouba1953@yahoo.fr pitfaoirrig.tougdab@yahoo.fr + 224 6034 2327
11	FAO/Guinée	M. Yégo TYALA	Responsable Suivi-Evaluation	tyala2009@yahoo.fr + 224 6035 2759
12	FAO/Guinée	M. Banou KEITA	Consultant National Charge de Programme	Keita.Banou@fao.org + 224 6815 9300
13	FAO/Niger	M. Aboubaker Doualé WAISS	Représentant FAO	Aboubaker.Waiss@fao.org + 227 9197 3546/47
14	FAO/Niger	M. Amadou SALEY	AFAOR / Programme	Amadou.Saley@fao.org + 227 9696 5190
15	FAO/Niger	M. Iddé YARO	Suivi & Evaluation	idde.yaro@yahoo.fr + 227 9696 6871
16	FAO/Niger	M. Ide YACOUBA	Coordonnateur	idyacoubaalkali@yahoo.fr

N°	Pays/Structure	Nom et Prénom Participant	Fonction	Contacts (e-mail/Phone)
				+227 9689 0719
17	FAO/Niger	M. Maazou RANAOU	Coord. Nat. APRAO	maazou96@yahoo.fr + 227 9696 4266
18	FAO/Niger	M. Amir SIDO	Assistant Technique National APRAO	sidoamir@yahoo.fr + 227 9696 1175
19	FAO/Sénégal	M. Amadou OUATTARA	Représentant FAO	Amadou.Ouattara@fao.org +221 33889 1659
20	FAO/Sénégal	M. Ousseynou DIOP	Assistant Programme	Ousseynou.Diop@fao.org +221 3388 91666
21	FAO/Sénégal	M. Mathias Dominique Raymond BADIANE	Coordonnateur National GCP/SEN/059/SPA	mathiasbadiane@yahoo.fr +221 7750 29470/ 775029470
22	FAO/Sénégal	M. Makhfousse SARR	Coordonnateur National APRAO	Makhfousse.Sarr@fao.org +221 77555 7355
23	FAO/Sénégal	M. Ismaila BADJI	Suivi & Evaluation GGP/SEN/059/SPA	badjiismaila@yahoo.fr +221 77546 0764
24	FAO/Sénégal	Mme. Clara BASTARDES TORT	Spécialiste Genre	Clara.Bastardes@fao.org + 221 77315 59 86
25	FAO/Sénégal	M. Barka DIENG	Assistant Technique Projet APRAO	barka.dieng@gmail.com + 221 77536 4347
26	FAO/Côte d'Ivoire	Mme. Marie-Noëlle KOYARA	Représentant FAO	ABSENTE
27	FAO/Côte d'Ivoire	Mme. Djessénon Antoinette ZIEHI	AFAOR/Programme	Antoinette.Ziehi@fao.org + 225 5710 0911
28	FAO/Côte d'Ivoire	M. Bouadou BONSON	Coord. Nat. APRAO	bbonsson@yahoo.fr +225 0865 4414
29	FAO/Mali	Dr. Thierry Ange ELLA ONDO	Représentant FAO	Thierry.AngeEllaOndo@fao.org
30	FAO/Mali	M. Manda Sadio KEITA	AFAOR / Programme	
31	FAO/Mali	M. Joaquin SACHEZ CUADRADO	Chargé projets espagnols	+223 7837 7169

N°	Pays/Structure	Nom et Prénom Participant	Fonction	Contacts (e-mail/Phone)
32	FAO/Mali	M. Abdoulaye COULIBALY	Coord. Nat. projets IESA	abdoulayecly@yahoo.fr + 223 6675 7444
33	FAO/Mali	M. Mohamed SOUMARE	Coord. Nat. APRAO	msoumare03@yahoo.fr + 223 66790475
34	FAO/Mali	M. Yacouba MAIGA	Responsable Suivi-Evaluation IESA	yacoubazimaiga@yahoo.fr +223 66134470 / 73339562
35	FAO/Mali	M. Yacouba DIARRA	Coord. Nat. projets IESA	yacoubadiarra@hotmail.fr + 233 6680 0565 / 76142833
36	FAO/Mali	M. Abdelgadre DIARRA	Coord. Nat. projets IESA	abdelgadre@yahoo.fr + 223 7623 3479
37	FAO/Mali	Mme. Safiatou Diarra CISSE	Assistant au Programme	
38	FAO/Mali	Mme. Oumou Diallo MARIKO	Coord. Nat. projets PISA	mariko_diallo@yahoo.fr + 223 7645 4529/ 6332 9129
39	FAO/Mali	M. Moustapha SISSOKO	Assistant Technique APRAO	Moustaphasissoko2002@yahoo.fr +223 7903 0308
40	FAO/Mali	Mme. Mariam Sogoré	Responsable Genre IESA	mariammva@yahoo.fr + 223 6604 1500 / 76481240
41	SFW	M. Musa Saihou MBENGA	Coordonnateur SFW	MusaSaihou.Mbenga@fao.org
42	SFW	M. Ruhiza BOROTO		Ruhiza.Boroto@fao.org +233 248440900/302675000
43	SFW	Mme. Linda JESUS OSEI	Secretary/Programme Assistant	Linda.JesusOsei@Fao.Org +233 20845 2388
44	SFW	M. Gregorio VELASCO GIL	Coordonnateur UGI IESA	Gregorio.VelascoGil@fao.org
45	SFW, UGI IESA	M. Abdourahmane BA	Responsable Suivi & Evaluation UGI IESA	Abdourahmane.Ba@fao.org
46	SFW, UGI IESA	Mme. Nadia Nsabimbona TOURE	Responsable Communication UGI IESA	Nadia.Nsabimbona@fao.org
47	SFW, UGI IESA	Mme. Alba DEL RIO POZA	APO UGI IESA	adelripo@yahoo.es

N°	Pays/Structure	Nom et Prénom Participant	Fonction	Contacts (e-mail/Phone)
48	SFW	Mme. Anisah Osman	Field Programme Support and Monitoring Officer, SFW	Anisah.Osman@fao.org + 233 20 8199 263
49	Projet Régional RIZ Espagne APRAO	M. Kouame MIEZAN	Coord. Tech. Rég. Projet GCP/RAF/453/SPA	Kwamemiezan@yahoo.fr
50	TCSF	M. Sourakata BANGOURA	Fonctionnaire chargé de Sécurité Alimentaire	Sourakata.Bangoura@fao.org
51	FAO MALI	Hamidou CISSE	Coordinateur Projet FAO/BIT	
52	FAO MALI	Yaya TANGARA	Coord. Nat. Projets PISA	+ 223 7936 5980
53	IESA MALI	Yacomba Mahamar	Responsable Volet Agriculture MALI	Yacoubamahamar@yahoo.fr +223 6922 9676
54	CSA MALI	Bocari A. KOSSIBO	Chargé de Programme CSA	kossibo_ca@yahoo.fr + 223 7929 2320
58	Consultant MALI	Hamady N'DJIM	Facilitateur /Consultant	ndjimhamady@afribonemali.net + 223 6678 2235